

DÉTENTE

Jouer à la grenouille avec les batraciens
- Cahier C

OISEAUX

Patience, les hirondelles noires seront bientôt de retour
- Cahier B

SCIENCES

Opérer la colonne vertébrale par l'abdomen
- Cahier B

649 2 3 7 22 38 48 21
11 18 25 27 29 33 35
REPERT

La météo
Aujourd'hui: Nuageux, une ou deux averses.
Minimum 1° Maximum 12°
Demain: Périodes de nuages et de soleil.
DETAILS CAHIER SPORTS

La Presse
Dimanche

LE LAIT AU PLUS BAS PRIX

SAC DE 4 LITRES	PERRETTE	PLUPART DES CONCURRENTS	ECONOMISEZ
HOMO	3,52 \$	4,04 \$	0,52 \$
2%	3,32 \$	3,84 \$	0,52 \$

perrette

● MONTREAL, DIMANCHE 6 MAI 1990 106^e ANNEE N° 193 60 PAGES, 6 CAHIERS Abitibi-Témiscamingue: 55 cts Îles de La Madeleine: 1.00
Extérieur de la ville de Québec (Région est): 65 cts 50¢
À domicile par porteurs: 60 cts Routes motorisées: 70 cts

Bonjour!
La personnalité de la semaine



B3 Lise Payette

Sports

B3
capitals **0**

Sommaire

- Annonces classées
- Immobilier... D6 à D10 et E4
- Marchandises... E4 et E5
- Emplois... E5
- Automobiles... E6, E7
- Propositions d'affaires... A7
- Arts et spectacles
- Informations... D1 à D5
- Horaires... D4
- Décès... E8
- Êtes-vous observateur?... D9
- Feuilleton... D7
- Horoscope... D8
- Le bridge... E6
- Le monde... B6
- Mot mystère... E5

Verdun connaît une nuit rouge

MARTIN PELCHAT

At moins huit incendies criminels en quelques heures, du jamais vu de mémoire de pompier, ont fait vivre des moments d'angoisse aux Verdunois, hier matin.

Bilan de ces heures sombres: plus d'un million de dollars de dommages et au moins 40 personnes délogées.

Vers 20h hier, un homme de 38 ans a été appréhendé par la police en rapport avec cette affaire. L'homme devait être interrogé en fin de soirée. Il s'agit d'un occupant d'un des logements incendiés. Un informateur l'aurait vu sur la scène d'autres incendies.

D'autre part, une autre personne est recherchée par la police de la CUM dans ce dossier. Sans le désigner comme un suspect, les policiers aimeraient cependant interroger un homme de 34 ans qui s'est échappé vendredi soir de l'hôpital psychiatrique Douglas de Verdun.

Séjournant à Douglas depuis février, cet homme a un passé de pyromane. Et selon l'inspecteur Robert Dinelle, du Bureau de prévention des incendies de Verdun, il aurait été vu pendant la nuit de samedi à dimanche dans un Dunkin' Donuts de Verdun.

L'inspecteur Dinelle n'écarte d'ailleurs pas la possibilité que deux pyromanes aient été à l'oeuvre au cours de la nuit.

C'est à 3h25 hier matin que le premier incendie a été signalé. Jusqu'à 9h30, les pompiers de Verdun en ont combattu sept autres, tous allumés dans des hangars. Sans accélérants, estime M. Dinelle.

Le capitaine Robert Anthony, du Service de prévention des in-

VOIR VERDUN EN A 2



Les pompiers de plusieurs municipalités de la Communauté urbaine ont été appelés à combattre les incendies

Mulroney montre la porte aux récalcitrants et rebute le PQ

GILLES GAUTHIER MONT-TREMBLANT

Le premier ministre Brian Mulroney a lancé hier un ultimatum à ses députés du Québec qui désapprouvent sa stratégie en matière constitutionnelle, les invitant «à aller siéger ailleurs».

Il a de plus invité le Parti québécois à ne plus jouer dans ses plates-bandes, prenant ainsi ses distances avec le mouvement souverainiste pour la première fois depuis la prise du pouvoir par les conservateurs en 1984.

«Les députés du Québec, a-t-il déclaré, partagent mes prises de position et celles du gouvernement intégralement. Si un député, pour une raison personnelle, se trouvait déchiré, il

ira siéger ailleurs, ailleurs que chez nous. Nous ne serons pas pires amis.»

M. Mulroney, qui participe à la réunion des députés et sénateurs conservateurs à Mont-Tremblant, dans les Laurentides, visait en particulier le député de Mégantic-Compton, François Gérin, qui a répété avec plus de fermeté que jamais hier son opposition à la démarche constitutionnelle de son parti.

M. Gérin a en outre déclaré hier que la souveraineté-association est une option qui «peut continuer à se défendre» au sein d'une formation politique nationale.

«C'est une sorte d'autre fédéralisme, qu'on l'appelle la superstructure de Robert Bourassa ou autrement», a-t-il ajouté. «Je vous avoue qu'il y en a qui ne partagent pas mon idée là-dessus.»

M. Gérin a admis qu'il n'a pas réussi à convaincre ses collègues que tout compromis au sujet de l'Accord du lac Meech serait inacceptable, lançant même qu'«un gang de un, ce n'est pas très fort».

M. Mulroney a par ailleurs invité Bernard Landry du PQ, qui incite des députés fédéraux à former un bloc québécois à Ottawa, à «s'occuper de ses oignons. Moi, je m'occupe des miens et on restera de bons amis».

Il a ajouté que certains stratèges péquistes qui participent à ces manoeuvres «ont même lâché René Lévesque, le père fondateur du mouvement souverainiste. On n'a pas de leçon de loyauté à recevoir d'eux».

Le député de Jonquière, Jean-Pierre Black-

VOIR MULRONEY EN A 2

Les villes plongées dans le deuil!

AGNÈS GRUDA QUÉBEC

À compter de demain, les drapés des principales villes du Québec seront en berne.

Ce geste symbolique, destiné à montrer que les municipalités sont «en deuil politique», fait partie d'une série de moyens de pression que les villes comptent déployer pour imposer leurs conditions au dénouement de la crise avec le gouvernement québécois.

Ces moyens de pression, accompagnés d'un vote de blâme à l'endroit du gouvernement, ont été adoptés par l'assemblée générale des membres de l'Union des municipalités du Québec, dont le congrès s'est terminé hier dans la Vieille Capitale.

Quelque 2 000 maires et conseillers exigent ainsi des garanties avant de répondre à l'invitation au dialogue que leur a lancée jeudi le ministre des Affaires municipales, M. Yvon Picotte.

VOIR VILLES EN A 2

IMMIGRATION



le défi de la décennie

Le Québec doit compter de plus en plus sur l'immigration pour assurer son avenir démocratique et économique. Mais qui dit immigration, dit aussi intégration, réussie ou ratée. Ce sera là l'un des plus importants défis de la société québécoise au cours des dix prochaines années. Dans une série d'articles, dont voici la deuxième partie, La Presse explore le degré d'intégration des immigrants sur le marché du travail, à travers la langue d'usage, le genre d'emplois occupés et la discrimination raciale.

Les immigrants occupent des fonctions qui les «déqualifient»

FRANÇOIS BERGER



2. ■ Radu Constantinescu n'est pas exactement ce qu'on peut appeler un exemple «typique» du nouvel immigrant. Arrivé au Québec il y a un an, ce réfugié roumain occupe un emploi de col blanc dans une municipalité de la banlieue de Montréal. Historien de profession, il maîtrise bien le français ainsi que d'autres langues, dont le russe, l'italien, l'anglais et, bien sûr, le roumain.

En apparence, donc, M. Constantinescu ne connaît pas ces «problèmes d'intégration» à la société québécoise vécus par l'ensemble des immigrants pour qui l'obtention d'un bon emploi et la maîtrise du français, et parfois de l'anglais, sont des objectifs souvent pénibles à atteindre.

Mais M. Constantinescu songe déjà à retourner dans son pays. «Vous savez, mon emploi ne durera que 40 semaines et l'employeur m'a déjà laissé entendre qu'il n'aura rien d'autre pour moi à la fin de ce contrat», raconte-t-il en rappelant qu'il est âgé de 50 ans. Il travaille au classement de documents administratifs à l'hôtel de ville de Lachine, où son maigre salaire de 260 \$ par semaine est payé par un programme gouvernemental de développement de l'emploi.

Avec son bagage académique et culturel imposant (il est l'auteur de livres sur les minorités allemande, hongroise et juive de son pays), il croyait

pouvoir obtenir un emploi dans une université. Mais à McGill, à l'Université de Montréal, à l'Université du Québec et à Laval de Québec, on lui a répondu qu'il devait d'abord obtenir son statut de résident permanent au pays. Une affaire de plusieurs mois, sinon d'années.

«J'ai fait des demandes d'emploi comme commis de bureau et même comme réceptionniste dans un entrepôt. Il semble que mon âge cause problème», explique-t-il. Entre-temps, il suit des cours en informatique et en comptabilité.

Le cas de M. Constantinescu illustre ce qu'on appelle la «déqualification» des travailleurs immigrants. Ils sont «déclassés» ou «déqualifiés» en occupant des fonctions requérant des aptitudes en deçà de leurs qualifications réelles.

La situation des médecins immigrants en est un autre exemple. Sonia, 44 ans, est un médecin péruvien arrivé au Québec en 1975. Elle a refait ses devoirs: un an d'internat dans un hôpital, nombreux stages souvent bénévoles. Elle vient de passer le test de français de l'Ordre des médecins. Elle doit encore subir des examens pour se «requalifier». «Si l'Ordre des médecins finit par m'accréditer, je devrai encore faire six mois de stage, passer deux années en médecine familiale et passer quatre autres années en région éloignée», dit-elle avec amertume. Elle considère qu'elle fait partie des «exclus du marché du travail». À l'Ordre des médecins, on lui a déjà dit qu'elle devrait se «recycler dans le social», ajoute-t-elle.

La «déqualification» ne touche pas que les professionnels immigrants. Les jeunes (de 15 à 30 ans)

VOIR FONCTIONS EN A 6

ALORS, SI JEANNE BERTRAND EST LA FEMME DU SIÈCLE, QUEL TITRE DONNEREZ-VOUS À MADAME THÉRÈSE CASGRAIN?

MÊLE-TOI PAS D'ÇA TOI!

SPEC CLT-850 • Commutateur de sécurité à 3 positions. • Sélecteur de volume. • Rappel du dernier numéro. • Touche de coupure du son. SEULEMENT 99\$80

FORTIA ÉLECTRONIQUE TÉLÉ • VIDÉO • AUDIO 47, rue FLEURY OUEST 381-9261 Service à domicile par nos techniciens

Pour la Fête des Mères

SANYO CLT-8510 • Commutateur de sécurité à 10 positions. • Super COMPANDER. • Mémoire 10 numéros. SEULEMENT 299\$80

SUIVE DE LA UNE

VERDUN

Verdun connaît une nuit rouge

Incendies, a indiqué que les incendies avaient été allumés dans un quadrilatère formé de la rue Wellington, de l'avenue Verdun, et du boulevard Desmarçais et de la 1ère Avenue. Les rues touchées: Wellington, quatre fois, Verdun, trois fois, et enfin la 2e Avenue.

Coin Wellington et 5e Avenue, c'est là que les flammes ont fait le plus de dommages. Trois édifices, dont un abritait la brochetterie Adonis, sont une perte totale.

Débordés, les pompiers de Verdun ont vite requis l'assistance des municipalités voisines. Neuf d'entre elles ont prêté au total environ 80 hommes. Si bien qu'avec ceux de Verdun, près de 150 pompiers ont affronté les flammes.

Et hier matin, sur les balcons de Verdun, les gens âgés confiaient leurs craintes à leurs voisins. Pendant que Robert Filiatreault, chauffeur de taxi et conseiller municipal, courait à droite et à gauche à la recherche de sinistrés.

C'est que le petit homme est aussi président du Fonds des sinistrés de Verdun. Dix-sept bénévoles et lui ont passé la nuit à offrir leur aide à des locataires désorientés, parfois à demi dévêtus.

Dans sa voiture, M. Filiatreault conduisait Isabelle Cormier, 86 ans, et son compagnon, Alfred Thorne, dans un motel de la rue Saint-Jacques où en compagnie de 25 autres personnes ils devaient passer la nuit en attendant qu'on leur trouve une place dans un HLM. Sun Youth a trouvé des places à 15 autres dans deux hôtels montréalais.

La pauvre octogénaire s'inquiétait pour sa chienne, «La Fillette», oubliée sous un lit de son appartement de l'avenue Verdun.

Pauline Hayeur et ses trois enfants ont également dû quitter leur logement de l'avenue Verdun. «C'est terrible comme on se sent nerveux», disait-elle.

«Depuis trois ans, on touchait du bois, racontait Bob Filiatreault. Même cet hiver, nous avons été chanceux avec les feux.»

Mais en une seule nuit, paf! Tous les records sont battus. Même celui de 1979, il y a 11 ans, quand quatre incendies criminels avaient été allumés la même nuit.

«Cette nuit, on y a goûté, lance M. Filiatreault. Les fonds que j'ai ramassés sont à l'eau.»

Vers 7h, au coin de Desmarçais et Verdun, les policiers ont

appréhendé un homme de 41 ans que des témoins avaient aperçu sur plusieurs scènes d'incendies.

Mais vers 8h, le directeur adjoint du Service de prévention des incendies de Verdun, Maurice Quinn, se trouvait sur les lieux d'un nouvel incendie, au 3637 Wellington.

«C'est pas le bon gars», lançait-il, inquiet, à propos du suspect appréhendé plus tôt.

L'homme a été relâché vers midi, après que les enquêteurs eurent conclu qu'il n'était pas l'auteur des incendies.

Hier soir, les policiers de la CUM disposaient de huit patrouilles supplémentaires pour Verdun. La présence policière devrait y être accentuée pendant quelque temps.

Deux pompiers ont été blessés légèrement pendant la nuit. L'un d'eux, Benoît Corbeil, a eu de la chance. Un pan de mur s'est effondré sur lui, sans le blesser gravement. □

VILLES

Les villes plongées dans le deuil

«Une seule personne peut redémarrer le débat, et son nom c'est Robert Bourassa», a averti hier le nouveau président de l'UMQ, M. Jean-Louis Desrosiers, maire de Mont-Joli.

C'est donc le premier ministre qui devra répondre aux cinq conditions «minimales» des municipalités pour une reprise du dialogue.

L'UMQ exige notamment que le gouvernement s'engage à tenir de véritables assises Québec-municipalités pour revoir le partage des pouvoirs entre les deux paliers de gouvernement.

Elle demande aussi à Québec de faire connaître l'ensemble de son projet de décentralisation et les moyens financiers qui seraient donnés aux municipalités pour assumer d'éventuelles nouvelles responsabilités.

Enfin, les municipalités réclament que le ministre des Finances participe aux futurs pourparlers, qui devront comprendre la question du financement scolaire.

Judi, M. Picotte avait affirmé que les 320 millions \$ d'impôt foncier accordés aux commissions scolaires dans le dernier budget provincial «ne sont pas négociables.»

En attendant que le premier ministre ne s'engage à respecter leurs exigences, les villes continueront à boycotter tous les co-



Les secouristes ont eu fort à faire pour évacuer les immeubles menacés. Sur les trottoirs, les Verdunois avaient du mal à y croire.

mités et rencontres avec le gouvernement, sauf dans des cas où cela pourrait léser les intérêts de la population.

Ce boycott est en vigueur depuis l'assemblée générale spéciale de l'UMQ, tenue au début d'avril.

L'UMQ compte d'autre part aller de l'avant avec une campagne d'information des citoyens, dont le principe avait également été adopté en avril.

Si le gouvernement répond favorablement à l'ultimatum de l'UMQ, l'imbricatio actuelle pourrait éventuellement tourner à l'avantage des villes et des citoyens, a plaidé le président Jean-Louis Desrosiers, qui a rencontré la presse hier après-midi, après son élection.

Ainsi, si de véritables assises réunissent Québec et les villes autour d'une table où l'on remettra en question tout le partage actuel des pouvoirs, les municipalités peuvent prendre l'initiative du débat et proposer leurs solutions, a dit en substance M. Desrosiers.

«Le gouvernement nous a pratiquement avoué son incapacité de gérer à distance», a-t-il ajouté.

M. Desrosiers souhaite que le sommet, que M. Picotte a promis pour le début de 1991, débouche sur l'adoption d'une «charte des gouvernements locaux», qui reconnaîtra «de façon constitutionnelle» le statut et le champ des responsabilités des administrations municipales.

Intervenant hier à l'assemblée générale de l'UMQ, le maire de Montréal, M. Jean Doré, a lui aussi insisté sur l'importance pour les villes de prendre les devants du débat.

Il a d'ailleurs mentionné que la Ville de Montréal a l'intention de consacrer des «ressources importantes» et d'engager des experts, afin de faire avancer la réflexion.

«Il faut saisir cette occasion pour rebrasser les cartes et préparer l'avenir», a-t-il dit.

Dans une conférence prononcée hier midi, le maire de Québec, M. Jean-Paul L'Allier, a lui aussi apporté de l'eau au moulin de cette réflexion, en donnant comme modèle des pays européens; où les villes ou communes constituent «la base de la démocratie» et assument des responsabilités plus importantes que celles exercées par les villes du Québec.

Mais d'ici à ce que la discussion s'amorce avec Québec, les villes n'ont aucunement l'intention d'enterrer la hache de guerre tant que le premier ministre n'aura pas répondu à leurs exigences.

«Désormais, il n'y aura de cesse que le jour où le gouvernement reviendra à la table du partenariat», a averti le président de l'UMQ.

Enfin, inquiètes de la menace d'abolition des subventions gouvernementales au financement du transport en commun, les Commissions intermunicipales de transport (CIT) de la région métropolitaine se sont réunies hier, en marge du congrès, pour mettre au point leur propre stratégie.

Les CIT comptent fonder une association pour protester contre les intentions du gouvernement à cet égard, et entendent demander une rencontre avec le ministre des Transports.

Selon un calcul effectué par le président de la CIT des Basses-Laurentides, M. Paul Mercier, une abolition de la contribution gouvernementale signifierait une hausse de 21 p. cent des tarifs de transport collectif, et une augmentation de 60 p. cent des cotisations des villes. □

MULRONEY

Mulroney montre la porte aux récalcitrants et rebute le PQ

burn, a confirmé qu'au moins deux de ses collègues conservateurs avaient eu des discussions

avec M. Landry, comme l'affirmait hier un quotidien montréalais. «Était-ce pour parler de l'après-23 juin, je ne le sais pas.»

Le ministre de l'Environnement, M. Lucien Bouchard, a déclaré que «tout le monde savait» que des députés discutaient de la formation d'une aile souverainiste à Ottawa.

«Je sais que des députés (conservateurs) ont rencontré les gens du Parti québécois. Ils nous le disent d'ailleurs et M. Mulroney est au courant de tout cela.»

Le premier ministre a pourtant lancé plus tard que toute cette histoire était «de la foutaise.»

M. Bouchard ajoute qu'un député m'a encore dit hier qu'il avait mangé avec M. Landry. Je sais que plusieurs l'ont fait. Je ne vois pas de problème dans ça et M. Mulroney n'a pas de problème avec ça.»

Quant au député de Richelieu, Louis Plamondon, il affirme ne pas avoir été approché et dit s'opposer à tout lien entre un éventuel bloc québécois et l'une ou l'autre formations provinciales.

«Si après le 23 juin, a-t-il également déclaré, on parlait par exemple de souveraineté, j'ai l'impression que ça ferait partie du langage quotidien de toutes les formations politiques au Québec.»

M. Gérin n'a pas nié qu'il avait discuté avec des représentants du

Parti québécois mais il a refusé de répondre à toute question à ce sujet pour ne pas jeter de l'huile sur le feu pendant la rencontre des conservateurs à Mont-Tremblant.

Le député a cependant fait savoir qu'il avait discuté de l'Accord du lac Meech il y a quelques jours, au cours d'un repas, avec les ministres libéraux Pierre Paradis et Monique Gagnon-Tremblay, l'ex-ministre Thérèse Lavoie-Roux et Robert Benoit. «Qu'est-ce que vous en tirez comme conséquence?»

Il a montré la profondeur de son désaccord avec M. Mulroney et ses stratèges sur la question constitutionnelle en annonçant qu'il votera contre son parti à la Chambre des communes si on présente une proposition qui constituerait une modification à l'Accord du lac Meech.

Il a répété qu'une résolution d'accompagnement ou une entente parallèle, dans la foulée des propositions McKenna, constituerait à ses yeux un amendement à l'entente.

On sait que M. Mulroney a demandé à un comité parlementaire présidé par l'ex-ministre Jean Charest de tenir des audiences publiques sur les propositions McKenna.

«L'Accord ne devra être amendé ni directement ni indirectement», a poursuivi M. Gérin, qui

n'acceptera pas le moindre changement.

«Chez mes collègues conservateurs de langue anglaise ou des autres provinces, il semble qu'on veuille amender l'Accord du lac Meech», a dit le député. □

L'armée saisit 10 tonnes de cocaïne

AFP BOGOTA

■ L'armée colombienne a démantelé l'un des plus importants centres de production et de distribution de cocaïne du pays, et peut-être du monde, et saisi entre 12 et 17 tonnes de drogue, a annoncé hier le général colombien Humberto Correa, commandant de la septième brigade.

Le général Correa a précisé que la prise, dont la valeur est évaluée à près de 900 millions \$, a été effectuée lors d'une opération qui avait débuté jeudi dernier dans les forêts tropicales du sud du pays.

Deux trafiquants ont été tués dans l'opération et 17 autres capturés.

Les propriétaires de grosses voitures sont des assassins (René Dumont)

AGNÈS GRUDA QUÉBEC

■ «Chaque fois que vous achetez une grosse voiture, vous êtes un assassin.»

«Regardez le luxe que représente cet hôtel. C'est intolérable à l'échelle du monde.»

Avec des formules choc, le célèbre agronome français René Dumont a appelé hier les maires et conseillers réunis à l'hôtel Hilton de Québec, à regarder plus loin que leurs problèmes politiques quotidiens et à faire leur part pour sauver la planète.

Les menaces qui pèsent sur l'environnement et qui accentuent les inégalités entre les pays riches et les pays pauvres sont en train de détruire l'humanité, a-t-il prévenu.

La situation est urgente: «Si vous ne faites rien, d'ici quelques années, il n'y en aura plus de problèmes dans les municipalités, ils seront tous résolus.»

M. Dumont a ainsi repris devant les membres de l'Union des municipalités du Québec le message qu'il promène à travers le monde, et qui se retrouve également dans son tout dernier livre, le premier qu'il publie chez un éditeur québécois: *La Contrainte ou la mort, lettre ouverte aux Québécois sur l'avenir de la planète*.

Le gaspillage effréné des ressources dans les pays riches est en train de rompre l'équilibre des climats, a-t-il souligné.

L'effet de serre provoqué notamment par les émanations de dioxyde de carbone entraîne des sécheresses, qui contribuent à l'appauvrissement du tiers-monde.

«Actuellement, 500 millions d'humains vivent dans la pauvreté absolue.»

La situation est devenue telle, a dit l'agronome, que depuis 1984, «nous ne sommes plus en mesure d'assurer la sécurité alimentaire de l'humanité.»

Et la réponse du tiers-monde aux inégalités croissantes sont la drogue et le terrorisme.

Que peuvent faire les gouvernements pour inverser la vapeur avant qu'il ne soit trop tard?

D'abord, investir dans le transport collectif, pénaliser les automobilistes, interdire les autos qui consomment plus de cinq litres de carburant aux 100 km, doubler le prix de l'essence, faire payer les routes par les automobilistes, etc.

Et les villes? Il y a déjà des municipalités, comme Bâle, en Suisse, qui interdisent l'accès du centre-ville aux autos. D'autres, comme La Rochelle, en France, qui mettent des vélos à la disposition de tous.

En plus de ce vibrant plaidoyer en faveur du transport en commun, livré à un moment où tant Québec qu'Ottawa s'orientent vers un désinvestissement dans ce secteur, M. Dumont a aussi dénoncé le chauffage inutile, l'éclairage superflu, et la climatisation qui constitue, au Québec, «une absurdité.»

À ses yeux, la seule façon de sauver la planète, c'est de lutter contre la surpopulation, et contre le gaspillage des ressources.

Comment les élus municipaux ont-ils reçu ces propos alarmants?

Au moment où M. Dumont a traité d'assassins les propriétaires de «gros chars», des rires nerveux ont fusé dans la salle du luxueux Hilton.

«Je vous en prie, ne riez pas», a demandé le conférencier.

Interrogés à l'issue de la conférence, des élus municipaux ont admis avoir été ébranlés par le discours de l'agronome de 86 ans.

«Il faudrait pas qu'il voie mon quatre par quatre», a toutefois laissé tomber le maire du Cap-de-la-Madeleine, Jean-Claude Beaulieu, qui n'a pas pour le moment l'intention de se départir de son engin.

Un fort séisme secoue la région de Naples

Agence France-Presse NAPLES, Italie

■ Un fort tremblement de terre, suivi d'une dizaine de secousses plus faibles, a frappé hier matin le sud de l'Italie, faisant deux morts, victimes de la panique, et 16 blessés dans la région de Potenza en Calabre, selon un bilan encore provisoire publié en fin de journée par la préfecture de Potenza.

L'épicentre de ce séisme, d'une intensité de sept degrés sur l'échelle de Mercalli (qui en compte 12), était situé dans deux localités voisines de Potenza, à 160 km au sud-est de Naples, Vaglio di Basilicata et Brindisi di Montagna. Le séisme a provoqué des mouvements de panique intense au sein d'une population traumatisée par un précédent tremblement de terre, le 23 no-

vembre 1980, qui avait fait 2 900 victimes dans la région de Naples, à Irpinia.

La forte secousse d'hier a fait deux morts, deux hommes de 60 et 69 ans, originaires des deux communes les plus touchées (un dans chacune), qui ont, tous les deux, succombé à un infarctus au cours de leur fuite. Les 16 blessés, dont une femme de 32 ans gravement atteinte à la tête par une brique lors de l'écroulement d'un mur, ont été généralement touchés par la chute d'objets dans les rues alors qu'ils s'enfuyaient.

Au demeurant, les dégâts sont finalement peu importants et la plupart des services publics avaient repris normalement dans l'après-midi, avec encore quelques difficultés pour les communications téléphoniques, dues à la saturation des réseaux surchargés par les appels de familles inquiètes.

Quinzaine de Centraide

La participation des organismes à la Quinzaine de Centraide, du 1er au 15 mai, se traduit, partout dans le Grand-Montréal, par une série d'activités qui permettront à la population de découvrir les services offerts près de chez eux. Le public est invité à participer massivement à ces activités puisque les organismes financés par Centraide répondent à des besoins directs, autour d'eux, dans leur quartier.

Calendrier des activités du 7 mai

● L'association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées du Québec tiendra un kiosque d'information et de sensibilisation au Centre commercial Place Bonaventure, aux heures d'ouverture des magasins. Information: David Zinga Di-tomene au 272-0680.

● La Base de plein air Jean-Jeune invite les familles à assister à une soirée d'information, avec diaporama, sur les camps offerts: enfants de six à 13 ans et familles monoparentales (mères et enfants de trois à 13 ans mixtes) à 19h 30 à l'école Curé-Lequin au 653, rue Préfontaine, à Longueuil. Information: Jean-Marie Aghaby au 679-5017.

● Dans le cadre de la semaine des assistés sociaux, l'Organisation populaire des droits sociaux de la région de Montréal (OPDS-RM) invite la population à une journée porte ouverte au 1450, rue De Lasalle, à Montréal. Information: Pauline Beaudet au 253-9855.

La Quotidienne.

Tirage d'hier

à trois chiffres

143

à quatre chiffres

7029

ABONNEMENT

285-6911

Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.

REDACTION

285-7070

PROMOTION

285-7100

COMPTABILITÉ

285-6892

Grandes annonces

285-6900

ANNONCES CLASSÉES

Commandes ou corrections

lundi au vendredi de 8h. à 17h. 285-7111

GRANDES ANNONCES

Détailants 285-7202

National, Télé-Press 285-7306

Vacances, Voyages 285-7265

Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTÉE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe» — Enregistrement: numéro 1400-Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS

285-7272



18-7-01

DIMANCHE

6 MAI 1990

LES ANNONCES CLASSÉES

La Presse

285-7111

Akwesasne: de la lutte armée aux querelles internes

MARIE-CLAUDE LORTIE

Réservé d'Akwesasne

Si la lutte armée a bel et bien cessé sur la réserve Mohawk d'Akwesasne, entre opposants et partisans des casinos, les querelles ne se sont pas pour autant éteintes.

Hier, les Warriors sont revenus à la charge, alléguant que le conseil de bande élu, dirigeant la portion canadienne du territoire — qui enjambe l'État de New-York, l'Ontario et le Québec —, a été déposé et remplacé par un nouveau conseil de chefs, dont deux membres sont leurs «amis».

Les chefs du conseil supposément déchu, nient formellement ces affirmations.

«Les procédures prévues dans notre loi sur les élections — approuvée par la

communauté Mohawk et le gouvernement canadien — n'ont pas été respectées. Pour qu'un des chefs du conseil soit démis, il faut que les deux tiers du conseil vote en faveur d'un tel geste. Et pour ça, il faut que sa démission soit exigée par au moins 150 résidents de son district, par pétition. Je n'ai jamais vu de telle pétition et le conseil n'a certainement rien voté. Nous considérons que ces élections sont complètement bidons», a déclaré Tim Thompson, l'un des chefs du conseil de bande, présidé par Mike Mitchell.

Il affirme en outre que c'est son conseil qui a amorcé les négociations avec les gouvernements extérieurs en vue de résoudre les problèmes d'Akwesasne et qu'il va continuer à en être ainsi.

La réserve a été récemment le théâtre de violents affrontements armés qui ont pris des dimensions dramatiques mardi matin avec l'assassinat de deux hommes.

Matthew Pyke, 22 ans, était membre du groupe s'opposant à la présence de casinos sur la réserve. Tandis que Harrold «J.R.» Edwards, 32 ans, était membre des pro-casinos, une faction «protégée» par les Warriors, un groupe de Mohawks armés soi-disant traditionalistes.

Les pro-casinos affirment que ces maisons de jeu sont source d'emplois et de revenus pour la réserve. Les «antis» n'y voient que crime organisé, drogue et violence.

Les Warriors soutiennent que des assemblées populaires réunies lundi sur l'île de Cornwall, mardi dans le district de Snye et jeudi dans le district de Saint-Régis, ont demandé la démission de leurs représentants au conseil de bande et élu de nouveaux chefs.

Parmi eux, a expliqué John Boots, porte-parole des Warriors, se retrouvent David Benedict et Gordon Oakes, «deux

amis». «Ceci devrait simplifier la situation», a-t-il déclaré.

Les Warriors n'ont aucun statut juridique. Ils affirment toutefois être les principaux gardiens de la paix sur le territoire mais le seul gouvernement qui négocie avec eux est celui de l'État de New-York.

Pour l'instant, ils sont retranchés sur la réserve et refusent tout pourparler tant que les forces de l'ordre new-yorkaises, ontariennes et québécoises n'auront pas quitté les lieux. Ils estiment qu'ils sont en état de siège, que le gouverneur de New York Mario Cuomo leur a menti en affirmant que les State Troopers ne feraient qu'escorter la Sûreté du Québec. Celle-ci doit passer en territoire américain pour accéder par voie terrestre à la portion québécoise de la réserve qu'elle patrouille depuis mardi.

Hier, les Troopers, qui sont installés à

l'entrée américaine d'Akwesasne, laissent les journalistes circuler librement. La SQ bloque toutefois encore l'entrée sur la portion québécoise.

Puisque les deux meurtres ont été commis en territoire québécois, c'est elle qui mène actuellement enquête sur les deux assassinats. Il n'y a encore eu aucune arrestation. Un terminal branché sur les banques centrales de renseignements policiers y a été installé. Cela ne veut pas dire que la SQ s'attend à rester longtemps, a précisé l'agent André Blanchet, cela signifie simplement que, si elle doit y rester pour un certain temps, elle a l'équipement nécessaire.

Les funérailles de Harrold «J.R.» Edward doivent avoir lieu demain, contrairement à ce qui avait été dit jeudi. Il sera enterré à Saint-Régis.

Matthew Pyke y a été mis en terre vendredi.

Montréal n'est plus aussi sûre qu'on disait

Vol d'instruments et... les Expos ont perdu

MARTIN PELCHAT

De jeunes musiciens américains de passage à Montréal le temps de deux prestations ont eu la surprise de constater hier matin que des voleurs avaient fait main basse sur 11 instruments de musique qu'ils avaient laissés dans un autobus.

Lés 70 membres du Gateway Regional High School Band de Huntington, dans l'État du Massachusetts, logeaient à l'hôtel Roussillon de Longueuil. Le vol se serait produit entre 23 h vendredi et 9 h 50 hier, alors que leur autobus était stationné pour la nuit.

Selon la police de Longueuil, le ou les voleurs ont eu accès au compartiment à valises en sectionnant six cadenas. Ils ont ensuite dérobé les trompettes, trombones, clarinettes et saxophones qui s'y trouvaient.

Heureusement, les numéros de série de chacun de ces instruments avaient été relevés avant le départ des musiciens, en prévision des contrôles douaniers. Mince consolation, si les instruments sont retrouvés, on saura facilement les acheminer à leurs propriétaires.

Les musiciens du groupe s'étaient produits vendredi matin dans une école pour enfants handicapés de Montréal.

Ils étaient ici dans le cadre des activités de Visit Canada, un organisme de la Nouvelle-Angleterre qui promène les étudiants américains dans les grandes villes canadiennes.

Chaque année, explique Michael Donovan, président de l'organisme, quelque 1200 jeunes Américains nous rendent ainsi visite.

«Ce vol a quelque chose d'ironique», dit-il. «Nous disons habituellement aux étudiants qui viennent à Montréal que ce genre de chose n'arrive jamais dans cette ville et qu'elle est probablement la plus sûre du continent.»

Jeudi, les jeunes musiciens de Huntington avaient interprété les hymnes nationaux au Stade olympique à l'occasion du match opposant les Expos de Montréal aux Braves d'Atlanta.

«Ça, c'est l'autre malheur de cette tournée, lance en blaguant Michael Donovan. Les Expos ont perdu.»

«Moi, j'ai beaucoup d'amour à donner»

La Fédération des unions de familles souligne les mérites de Louise Brissette qui a adopté 12 enfants gravement handicapés et qui songe à en prendre un treizième

RAYMOND GERVAIS

Louise Brissette, 44 ans, est une mère d'une famille bien spéciale. Elle a adopté légalement 12 enfants gravement handicapés au cours des 12 dernières années et projette même d'en adopter un treizième.

Hier, la Fédération des unions de familles a souligné le mérite de cette mère de famille particulière en lui accordant une mention lors de la remise du Prix de la famille 1990, alors que l'organisme Equipe Soutient Famille de Hull, se voyait attribuer le prix décerné chaque année par la Fédération des unions de familles.

La présidente de Equipe Soutient Famille, Mme Lise Duguay-Bertrand,



Mme Louise Brissette, qui a adopté légalement 12 enfants gravement handicapés, et qui songe à en prendre un treizième, a reçu une mention honorable.

guay-Bertrand, a expliqué qu'une cinquantaine de familles de la région de l'Outaouais venaient en aide hebdomadairement à quelque 200 autres familles, souvent monoparentales.

L'organisme offre des services de répit/support aux familles en difficulté de Hull, d'Aylmer et de Gatineau. L'Equipe Soutient Famille apporte notamment son aide dans les cas d'épuisement parental et de violence familiale.

Toujours selon Mme Duguay-Bertrand, l'organisme se spécialise dans la garde d'enfants pour des familles qui n'en peuvent plus et qui sont au bord du désespoir.

Selon Mme Louise Alain, coordonnatrice du Prix de la famille, ce sont les origines de l'organisme qui ont retenu l'attention du jury.

C'est en effet à partir d'un jumelage de familles bénévoles, il y a près de 10 ans maintenant, que l'équipe a commencé son action dans le milieu.

Quant à Mme Louise Brissette, cette mère de famille monoparentale au dévouement exceptionnel, c'est en avril 1978, au retour d'un voyage en Amérique du Sud, qu'elle a décidé d'adopter légalement son premier enfant, Jean-Benoît, un hydrocéphale.

«J'ai tellement vu de souffrance au cours de ce voyage que j'ai décidé de faire quelque chose chez nous pour les enfants handicapés dont les parents sont incapables de faire face au handicap de leurs enfants», a indiqué Mme Brissette, une petite femme au large sourire qui affirme que la Providence lui accorde la force nécessaire pour poursuivre son oeuvre.

Elle refuse par ailleurs de croire que les parents qui plaident leurs enfants pour adoption ne les aiment pas ou le font pour s'en débarrasser.

«Je pense au contraire que ces parents aiment beaucoup leur enfant, mais qu'ils ne peuvent supporter de le voir handicapé pour la vie.»

Mme Brissette qui demeure avec sa famille à Saint-Anselme, près de Québec, reçoit l'aide de deux religieuses.

Physiothérapeute de profession, la maman adoptive a des enfants trisomiques, paraplégiques, hydrocéphales, aveugles ou atteints de paralysie cérébrale, d'ostéogénèses et de spina-bifida.



PHOTOS LUC SIMON-PERRAULT, La Presse

La ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable à la famille, Mme Violette Trépanier a remis hier un trophée à Mme Lise Duguay-Bertrand, président de l'organisme qui a reçu hier le Prix de la famille 1990.

Pour le moment, sa principale préoccupation est Emmanuel, son bébé de «porcelaine» comme elle l'appelle.

Emmanuel va bien pour le moment, il n'a que «quatre fractures» qu'il s'est infligées lui-même en se retournant dans son berceau.

L'enfant souffre d'une tare imputable à un problème du collagène. C'est une maladie héréditaire qui se manifeste habituellement jusqu'à l'âge de 20 ans et qui peut sauter des générations.

Incrovable, mais vrai, cet enfant qui selon les médecins se développera normalement risque à chaque instant de se briser en deux.

Pour cette mère de famille, tout ce que ses enfants désirent, c'est d'être aimés. «Et moi j'ai beaucoup d'amour à donner», dit-elle.

Les parents d'enfants handicapés reçoivent de l'aide de l'État pour certains programmes de rééducation, mais aucune subvention particulière ne leur est cependant accordée.

La famille Brissette n'est pas riche. Mme Brissette possédait jusqu'à tout récemment un mini-bus de 12 passagers pour transporter sa famille, mais la rouille a eu raison de la carrosserie et le moteur a sauté.

Elle songe donc à fait l'acquisition d'un nouvel autobus qui pourrait cette fois, transporter 16 passagers.

«On ne sait jamais, la famille peut grandir et Emmanuel ne peut être tassé contre les autres, il est beaucoup trop fragile.»

Mais voilà, le véhicule coûte 60 000 \$ et Mme Brissette n'a pas cet argent. Pourtant, elle est confiante que la Providence l'aidera à réunir la somme nécessaire pour cet achat qui lui paraît essentiel pour elle et ses enfants adoptifs.

«Vous savez, les gens s'entraident à la campagne. Il y a un traiteur qui chaque fois me rapporte les surplus de nourriture provenant des réceptions. Et c'est comme ça dans plusieurs domaines, d'ajouter Mme Brissette, toujours confiante.

Nadia vit des jours difficiles

LILIANNE LACROIX

Nadia vit encore des jours difficiles. Et ce qui devait n'être qu'une agréable surprise à son intention se révèle un véritable casse-tête.

Pour lui faire plaisir, des amis de la famille Comaneci ont décidé, alors que l'ex-championne de gymnastique se trouvait à Los Angeles dans le cadre d'un film qui sera tourné sur sa vie, de lui faire une belle surprise en envoyant son frère et sa belle-sœur la rejoindre là-bas. L'idée, évidemment, c'était que les deux Roumans accompagnent ensuite, pour un mois de vacances, Nadia chez elle, ici, à Montréal.

Jusqu'à là, tout va bien. Sauf qu'à la stupefaction de tout le monde le visa requis pour ce séjour a été refusé jeudi dernier par les autorités du consulat canadien en poste à Los Angeles.

Pourquoi, on ne sait trop, et les responsables n'ont malheureusement pu être rejoints par La Presse, les bureaux du consulat étant actuellement fermés pour le week-end.

Selon M. Pierre Bibeau, président directeur général de la RIO et qui est à l'origine de la venue de Mme Comaneci à Montréal, les raisons du refus semblent plutôt obscures: «On a tenté d'expliquer que son frère et sa belle-sœur, une fois arrivés en terre canadienne, pourraient peut-être demander le statut de réfugié politique. Je ne crois pas que ce soit le cas, mais même si cela était, ou est le problème? Ils ne seraient ni les premiers ni les derniers à le faire.»

D'après M. Bibeau, la décision du consulat est plutôt surprenante, surtout si l'on considère qu'ils viendraient chez Nadia. «Chose certaine, il y a lieu de se poser des questions.»

Selon M. Bibeau, un certain froid existant entre le consulat et la délégation du Québec à Los Angeles, pourrait peut-être expliquer quelque peu cette décision.

Alexandre Stefu, l'ancien entraîneur de l'équipe nationale roumaine de rugby et maintenant Montréalais, n'y comprend rien non plus: «Nadia réside présentement chez nous. Son frère viendrait donc en visite chez moi. Je ne vois aucune raison de ne pas les accepter. On ne demande pas d'exception pour Nadia, seulement un traitement ordinaire.»

Malgré tout, M. Bibeau espère que la situation se règlera dans les prochains jours: «Mais il faudra y aller avec doigté», déclare-t-il.

On aurait pu les prendre pour des soldats de plomb

Cérémonie de graduation, sous la pluie, de 52 officiers au Collège militaire de Saint-Jean

LILIANNE LACROIX

De loin, on aurait pu les prendre pour des soldats de plomb. Bien cordés, immobiles, impeccables dans leurs costumes identiques, ils n'avaient même pas l'air de sentir ces gouttes froides qui leur mitraillaient le visage et avaient traversé leurs vêtements de bord en bord depuis une couple d'heures.

En s'approchant un peu, on aurait toutefois pu entendre les dents claquer... «On ne pouvait pas s'empêcher de grelotter», admet en souriant Robin Lessard qui, à 22 ans, venait quelques minutes plus tôt de devenir officiellement sous-lieutenant d'infanterie au cours de la parade de fin d'année du Collège militaire royal de Saint-Jean. Malgré le froid, malgré la pluie, malgré les discours, toujours trop longs, mais interminables dans les circonstances, aucun des 52 gradués, dont une dizaine de filles, n'aurait raté cette cérémonie.

«Pour nous, ça n'est pas si pire, on gradue... Mais cela a sûrement été drôlement dur pour les autres...», avouait pour sa part Robert Cléroux, qui avait pour sa part choisi la carrière d'ingénieur maritime.

Les autres, pour lui, c'étaient les dizaines et dizaines de plus jeunes qui étaient là, plantés comme des piquets pour l'honneur de leurs aînés et qui auront eux aussi leur tour après avoir complété leurs cinq années d'études au Collège.

Si, chez les Cléroux, on est militaire de père en fils, rien ne destinait vraiment Robin Lessard à la vie militaire: «Je me suis enrôlé parce que je voulais changer la routine. Chez nous, dans ma famille, on était sûr que je lâcherais au bout de quelques mois. Dans le fond, je le pensais aussi...»

Mais Robin n'est pas revenu dans son village de Notre-Dame-du-Rosaire, près d'Alma au Lac Saint-Jean. Sauf pour les vacances une fois de temps à autre.

Si les gradués et leur famille parlaient fierté hier, ils ne pouvaient s'empêcher, dès qu'on abordait le sujet, de souligner qu'il y a une ombre au tableau, une ombre qui n'existe pas il y a vingt ans. À l'époque, l'uniforme venait avec le piédestal. Le militaire était admiré, bien vu par la société en général. Aujourd'hui, les choses ont changé.

Robert Cléroux avouera en grimaçant un peu qu'en s'enrôlant, il a perdu la plupart de ses amis civils. Si Robin n'a pas vécu ce regret, si son père bombe le torse de

fierté, il s'est toutefois toujours discipliné, dès le départ, à ne jamais parler «boutique» à l'extérieur.

Pour sa mère, qui n'est pas vraiment d'accord avec son choix, surtout pas avec cette carrière de fantassin qui risque de l'envoyer au milieu de l'action. Pour ses amis, qu'il a peur d'ennuyer. Pour la société en général qu'il sent réticente à son uniforme.

«C'est difficile de ne pas avoir la reconnaissance sociale, surtout quand on se sent fier de ce qu'on a accompli. J'ai acquis ici beaucoup de maturité, le sens des responsabilités et des qualités de leader. Mais à cause de la réaction des gens, j'ai appris à cacher le fait que j'étais militaire.»

Avec la mode actuelle aux cheveux courts, la chose est relativement facile: «Mais la population de Saint-Jean nous repère facilement. On n'a pas le droit de porter de jeans, d'avoir l'air débraillés. Quand ils nous reconnaissent, ils nous regardent d'un drôle d'air. Ça ne procure pas vraiment une sensation très plaisante.»

Même s'il a toujours vécu dans une ambiance militaire, même s'il a fait ses cinq années de secondaire dans quatre écoles différentes, Toronto, Saint-Jean, à

Chicoutimi et en Allemagne comme un bon fils de militaire, Robert Cléroux souffre aussi de ce jugement social négatif: «L'important, c'est de demeurer certain qu'on a encore un rôle à jouer, même si la population en général ne le comprend pas vraiment. Les pacifistes ont bien raison de vouloir la paix, mais il faut quelqu'un pour s'assurer que, justement, on reste en paix. Tant qu'on sait, nous, que c'est pour ça qu'on est là...»

Robin Lessard aborde les choses sous le même angle: «Avec la situation internationale actuelle, je crois vraiment qu'il faut s'armer pour se défendre ou à tout le moins pour prévenir. Comme fantassin, je pourrais être appelé à aller travailler pour l'ONU, dans des pays où ça brasse. Ça serait mentir de dire que je veux aller au front. Il faudrait être complètement fou pour le souhaiter. Mais s'il le faut, j'irai.»

Dans l'univers clos du Collège, hier, l'atmosphère était à la fête. Sous la pluie, la fanfare a tonné, les cadets ont marché, les spectateurs, les rares qui n'avaient pas couru se réfugier sous un porche, ont applaudi. Et, oui, les calots ont quitté les têtes, lancés en l'air par des diplômés enthousiastes. Après tout, dans l'armée, on sait respecter les traditions!



Comme étudiant ayant obtenu les meilleures notes académiques, le sous-lieutenant Sylvain Leblanc a reçu le sabre d'honneur des mains du lieutenant-général J.A. Fox. PHOTO LUC SIMON-PERRAULT, La Presse

Élu à la tête du PLC, Chrétien tentera de se faire élire au parlement avant les prochaines élections générales

L'Alliance for the Preservation of English in Canada, c'est une bande d'imbéciles

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne

■ S'il devient chef du Parti libéral du Canada, le 23 juin prochain, Jean Chrétien tentera de se faire élire député aux Communes avant la prochaine élection générale au pays, après avoir pris quelques mois pour s'occuper des affaires de sa formation.

Au cours d'une entrevue à *La Presse Canadienne*, vendredi, le candidat au leadership libéral, affichait le sourire du vainqueur. Il était détendu, jovial, farceur, mais surtout très prudent dans ses propos.

«Je n'ai pas l'intention de rester en dehors de la Chambre des communes jusqu'aux élections générales de 1993 et déjà beaucoup de députés libéraux m'ont offert leur siège.»

Ceci dit M. Chrétien s'est empressé d'ajouter qu'en 1993 il retournerait dans la circonscription de Saint-Maurice «parce que ces gens-là ont eu confiance en moi pendant 23 ans et je sais, qu'ils souhaitent que je retourne chez eux.»

Pendant toute l'heure qu'a duré l'entrevue, M. Chrétien a abordé tous les sujets du jour,

s'est attardé sur la question constitutionnelle et l'Accord du Lac Meech non pas parce qu'il apprécie particulièrement une discussion sur ce sujet, mais de toute évidence parce qu'on l'a forcé à le faire.

«Les gens ne m'ont jamais abordé sur la rue, a-t-il dit, pour me parler des problèmes de la constitution en me disant que cela les empêchait de dormir.»

De toute évidence, M. Chrétien, qui a décidé de prêcher contre l'Accord du Lac Meech tout en se disant capable de vivre avec les cinq conditions québécoises, n'a pas l'intention de présenter sa solution de rechange ou expliquer comment il allait réconcilier partisans et opposants de l'entente après le 23 juin s'il est élu chef du Parti libéral.

«La question constitutionnelle, a souligné M. Chrétien, c'est un élément de tout un débat. Tout le monde connaît ma position, j'ai toujours dit que si on ne fait pas d'amendements l'Accord ne passera jamais. Ça fait deux ans que je dis la même chose on ne peut donc pas m'accuser de manquer de logique. On peut mettre sur pied tous les comités du monde, on peut aller chercher le pape pour lui faire dire qu'il faut que cela passe, ça ne passera pas.

Quand il y a un mur, moi je le vois.

«Je suis d'accord avec les cinq conditions du Québec, a-t-il ajouté, mais il faut à tout prix que les libertés fondamentales ne soient pas affectées.»

Le candidat au leadership débordait d'assurance. Il croit dans son élection à la tête du Parti libéral du Canada. A plusieurs reprises au cours de l'entrevue il a laissé échapper un «je ne suis que le leader libéral» ou un «quand je serai premier ministre».

Lorsqu'il s'est rendu compte de ces lapsus, il a vite demandé qu'ils soient corrigés lors de la transcription de ses propos.

M. Chrétien ne veut rien prendre pour acquis. Il travaillera jusqu'au bout, soit jusqu'au 23 juin.

Quand il parle de la taxe sur les produits et services, la TPS, du gouvernement conservateur, il prend soin de dire qu'il y a d'autres moyens de rétablir la justice fiscale sans pour autant s'engager à la faire disparaître s'il devient premier ministre.

«Moi, a-t-il dit, je ne ferai pas mon premier budget avant 1993. De toute façon quand on sera au gouvernement, la TPS sera sur la table avec les autres augmentations d'impôt et on fera une revue de la taxation pour la rendre plus juste. Je ferai mon budget quand je serai au gouvernement.»

M. Chrétien a parlé des taux d'intérêt trop élevés, de trop grand pouvoir du Gouverneur de la Banque du Canada, du déficit et de la dette, de développement régional, de distribution de la richesse, mais il n'a pas donné de solutions et d'orientations.

Le candidat Jean Chrétien sait très bien qu'il faut franchir la route qui le sépare du pouvoir une étape à la fois.

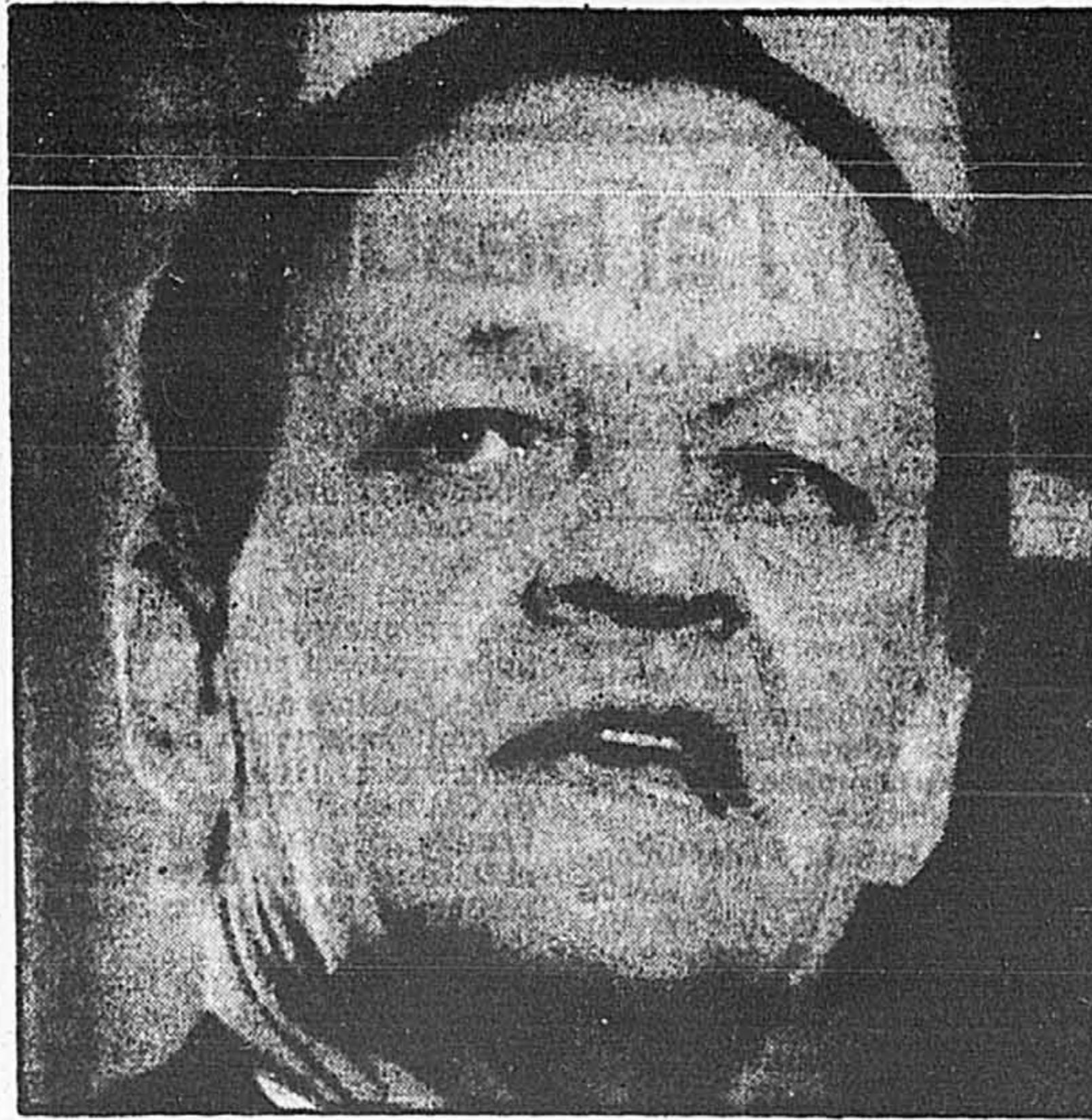
S'il souhaite devenir premier ministre du Canada après avoir servi à Ottawa pendant 23 ans, c'est parce qu'il n'a pas aimé ce qu'il a vu depuis 1984.

«On a la sensation, a-t-il précisé, que dans ce pays on a perdu notre indépendance face aux États-Unis. On a l'impression d'être devenus des joueurs mineurs qui prennent leurs directives du patron en haut et cela crée un malaise chez tous les Canadiens. A l'intérieur du pays on n'a jamais été aussi divisé. Tout cela parce qu'on parle plus de ce qui nous divise que de ce qui nous unit.»

Les propos de son adversaire dans la course, John Nunziata, qui à Halifax traitait les séparatistes québécois de traitres, de racistes et de bigots, M. Chrétien ne les endosse pas.

«J'ai dit qu'il était allé trop loin, a-t-il expliqué. Des bigots, il y en a des deux bords. Il y a des imbéciles anglais et il y en a des français. Je lui ai dit que le mot était trop fort.»

Pour M. Chrétien, il ne faut pas jeter de l'huile sur le feu en utilisant des termes offensants. «L'Alliance for the Preservation of English in Canada, a-t-il poursuivi, c'est une bande d'imbéciles.»



Jean Chrétien

PHOTO THEQUE, La Presse

Nouvelle disposition de la loi du divorce

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Les Communes ont adopté vendredi un projet de loi qui empêchera quiconque de se servir des procédures de divorce religieux pour forcer son conjoint à lui faire des concessions devant le tribunal, en matière d'argent ou de garde des enfants.

Les amendements à la Loi du divorce répondent particulièrement à une requête des groupes juifs qui souhaitent rendre la procédure de divorce plus équitable pour les femmes.

La tradition religieuse juive veut qu'une personne souhaitant divorcer remette un «Get» à son conjoint, qui doit l'accepter pour que le divorce religieux puisse être prononcé.

Il arrive qu'un des partenaires refuse de remettre ou d'accepter le Get, espérant ainsi soutirer des concessions devant le tribunal du divorce, en cas de conflit au sujet de l'argent, de la propriété ou des enfants.

Pour une femme juive, le remariage dans sa religion est carrément impossible sans Get. Pour un homme dans la même situation, cela peut être difficile, mais pas impossible.

Les amendements autorisent les juges à refuser d'accorder le divorce civil ou d'autres concessions à un conjoint qui se servirait du Get «comme un outil de marchandage».

POUR UNE SEMAINE SEULEMENT

UNITECH 80286 AT
12 Mo, 1024 k de mémoire vive. Disque dur 40 Mo 20 ms. Lecteur 5 1/4 po 1.2. Sériez série et parallèle. Carte vidéo TTL. Clavier style AT.
* Option V5 à écran couleur et carte 4088

UNITECH 80386 SX
16 Moiz Turbo. 1024 k de mémoire vive. Disque dur 40 Mo 20 ms. Lecteur 5 1/4 po 1.2. Sériez série et parallèle. Carte vidéo TTL. Clavier style AT. 1888\$

IMPRIMANTES
Star 24 pin 395\$ Epson 24 pin 458\$

ACCESSOIRE
Modem GUC 2400B 135\$
Clavier musical stéréo Sound Blaster 295\$
30 Jeux d'aventures «Colonels Bequests» 34\$

NEFAX TÉLÉCOPIEUR OFFRE SPÉCIALE 1345\$

ORDINATEURS UNITECH COMPUTERS
15, rue du Centre Commercial
Roxboro, Québec
683-0292

RÉSULTATS
Loto-Québec

Tirage du 90-05-05

649 Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi

2 3 7 22 38 48

No complémentaire: 21

RÉSULTATS COMPLETS PUBLIÉS DES DEMAIN

Tirage du 90-05-05

Extra Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage

NUMÉROS	LOTS
398048	100 000 \$
98048	1 000 \$
8048	250 \$
048	50 \$
48	10 \$
8	2 \$

RÉSULTATS COMPLETS PUBLIÉS DES DEMAIN

Tirage du 90-05-05

SELECT Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi

11 18 25 27 29 33

No complémentaire: 35

RÉSULTATS COMPLETS PUBLIÉS DES DEMAIN

MISE-TÔT 3 20 33 39
GAGNANTS LOT NON DISPONIBLE

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF):

VENTES TOTALES:

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

La reine viendra à Ottawa en juillet

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Le secrétariat d'État a fait savoir, vendredi, que la reine Elizabeth se rendra à Ottawa, le 1er juillet, pour participer aux célébrations de la Fête du Canada.

Elle arrivera de la province d'Alberta, où elle a été invitée à compter du 27 juin.

Avant de déjeuner avec le premier ministre Brian Mulroney, à Ottawa, la souveraine fera le tour de la colline parlementaire dans un carrosse tiré par des chevaux.

Au cours de l'après-midi, elle sera reçue à Rideau Hall, la résidence du gouverneur général.

Ce sera la première visite de la reine au Canada depuis la Conférence du Commonwealth, qui a eu lieu à Vancouver il y a deux ans.

Le but principal de sa visite est la présentation de ses couleurs au régiment des Highlanders, de Calgary, dont elle est le colonel en chef.

Elle se rendra également au Centre hospitalier régional de Red Deer, elle présidera à l'inauguration du musée des régiments de la base militaire de Calgary et elle assistera aux épreuves de la coupe Reine-Elizabeth II, au Centre équestre Spruce Meadows, à Calgary.

RÉSULTATS
Loto-Québec

Provincial Tirage du 90-05-04

NUMÉROS	LOTS
3159113	1 000 000 \$
159113	10 000 \$
59113	1 000 \$
9113	100 \$
113	25 \$
13	10 \$

Le billet donne droit à cinq tirages consécutifs

La Mini Tirage du 90-05-04

NUMÉROS	LOTS
899433	50 000 \$
99433	5 000 \$
9433	250 \$
433	25 \$
33	5 \$

89943 1 000 \$
8994 100 \$
899 10 \$

Quotidienne Tirages du 90-04-30 au 90-05-05

	3	4
LUNDI	479	1902
MARDI	608	6296
MERCREDI	615	5825
JEUDI	612	0182
VENDREDI	052	8768
SAMEDI	143	7029

INTER PLUS Tirage du 90-05-04

NUMÉROS	LOTS
367788	250 000 \$
67788	2 500 \$
7788	250 \$
788	25 \$
88	10 \$

NUMÉROS MOBILES
12198 2 500 \$
5927 250 \$
298 25 \$

Banco Tirage du 90-05-04

01	03	04	10	12
20	22	25	29	32
39	43	48	53	56
59	60	64	67	69

Prochain tirage: 90-05-07

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

FINIS LES TRAVAUX D'ENTRETIEN

NORACEL®

PARURE À VIE

- Clôtures et rampes de balcon en PVC
- Résistent aux pires intempéries
- Gardent leur couleur d'origine
- Choix de 16 modèles, hauteurs variées
- 3 couleurs, blanc, beige, gris

CLÔTURES | RAMPES

prix à compter de **\$2079** le pi. li. (48" de hauteur, modèle Prélude, blanc)

prix à compter de **\$1704** le pi. li. (32" de hauteur, modèle Prélude, blanc)

GARANTIE À VIE (1)

SALLE DE MONTRE
L. au V.: 9h à 19h
Samedi: 9h à 15h

9555 Henri-Bourassa est
Montréal, Qué. H1E 1P8
(514) 494-2400
(514) 323-8652

(1) Informez-vous des conditions
(2) Poteaux, taxe et installation en sus.

OUVERT DIMANCHE de 10 h à 18 h

Vous le regretterez si vous ne profitez pas de nos DERNIERS SOLDES DE FIN DE BAIL

70% DE RABAIS

D'incroyables rabais sur le surplus de marchandises de notre magasin rue Ste-Catherine, comprenant des tapis

BOKHARAS, INDO-PERSE, AUBUSSON et DHURRIES

LIQUIDATION AU indipoint

UN SEUL ENDROIT
100, rue Saint-Paul est, Vieux-Montréal Tél.: 871-1664
(Métro Place-d'Armes ou Champ-de-Mars)

SANS OBLIGATION, J'AIMERAIS OBTENIR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

S.V.P. me faire parvenir la documentation complète

S.V.P. J'aimerais avoir la visite d'un représentant pour une estimation gratuite

Nom.....

Adresse.....

Ville.....

Code Postal..... Tél.....

Le Canada a davantage besoin du Québec que le Québec du Canada

Presse Canadienne
QUÉBEC

La confiance des Québécois dans leur potentiel économique a augmenté à un point tel que 48 p. cent sont maintenant d'avis que le Canada a davantage besoin du Québec que le Québec n'a besoin du Canada.

Seulement 26 p. cent pensent que c'est le Québec qui a le plus besoin du Canada. Au total, 50 p. cent estiment quand même que le

Québec a davantage à demeurer au sein de la fédération canadienne.

Au moment où l'éventualité d'un échec de l'Accord du lac Meech amène le Québec à réévaluer ses rapports avec le reste du pays, ces résultats du dernier sondage réalisé par la maison Sorécom, pour le compte du quotidien *Le Soleil* de Québec et de la station radiophonique CKAC, permettent de mesurer le changement qui s'est opéré dans les esprits au cours des dix dernières années.

Quelques mois avant le réfé-

rendum, en septembre 1979, un sondage Crop commandé par le ministère des Affaires intergouvernementales indiquait que 37 p. cent des Québécois croyaient que c'est le Québec qui avait le plus besoin du Canada; à l'époque seulement 26 p. cent pensaient que le Canada avait davantage besoin du Québec.

En 1979, les deux tiers (66 p. cent) des Québécois estimaient conséquemment qu'il y avait plus d'avantages que d'inconvénients à faire partie du Canada, 16 p. cent qu'il y avait plus d'inconvé-

nients et 13 p. cent que les deux s'équilibraient. Aujourd'hui, 50 p. cent pensent que l'appartenance au Canada demeure avantageuse, 32 p. cent qu'elle est désavantageuse et 10 p. cent qu'avantages et inconvénients s'annulent.

Le dernier sondage Sorécom a été effectué auprès de 1 003 personnes entre le 20 et le 29 avril. Avec un tel échantillon, la marge d'erreur maximale est de 3 p. cent.

Comme il y a dix ans, les francophones ont beaucoup plus con-

fiance que les anglophones dans la force de l'économie québécoise.

La majorité des francophones (53 p. cent) pensent que c'est le Canada qui a le plus besoin du Québec et 23 p. cent que c'est l'inverse. La plupart des anglophones (43 p. cent) pensent, au contraire, que le Québec a davantage besoin du Canada que l'inverse (22 p. cent) et 80 p. cent sont d'avis que le Québec a intérêt à demeurer au sein du Canada.

Par ailleurs, alors qu'il y a dix ans, les francophones du Québec se définissaient encore comme des «Canadiens français», la majorité se considère aujourd'hui comme «Québécois».

C'est le cas de 59 p. cent d'entre

eux, révèle ce sondage. Il n'y a plus que 28 p. cent des francophones qui se disent Canadiens français et 9 p. cent Canadiens tout court.

Tous groupes linguistiques confondus, 49 p. cent des répondants se disent Québécois, 24 p. cent Canadiens français, 19 p. cent Canadiens, 2 p. cent Canadiens anglais et 3 p. cent Canadiens d'autre origine.

En 1979, seulement 38 p. cent des francophones s'identifiaient comme «Québécois». La plupart d'entre eux (46 p. cent) se considéraient plutôt comme «Canadiens français». Dans l'ensemble de la population, 38 p. cent se disaient Canadiens français, 32 p. cent Québécois et 23 p. cent Canadiens.

Gérald Larose préconise une plus grande implication des travailleurs dans leur milieu de travail

Mondialisation de l'économie, libre-échange, menace de récession économique, modernisation technologique et débat constitutionnel au centre du 55e congrès de la CSN

MARIO GILBERT
de la PC

Le 55^e congrès de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) s'est ouvert samedi après-midi, à Montréal, sur fond de mondialisation de l'économie, de libre-échange canado-américain, de menace de récession économique, de modernisation technologique et de débats entourant la place du Québec dans la confédération canadienne.

Le président de la centrale syndicale, M. Gérald Larose, a expliqué aux 2 000 délégués présents, dans un discours de près de deux heures, que les changements importants et rapides de la société moderne obligent les syndicats à s'impliquer davantage dans leurs lieux de travail et à inscrire dans leur convention collective le droit de gréance des travailleurs dans leur entreprise.

«Nous ne pouvons laisser les gouvernements et le patronat décider seuls de ces transformations. Il ne s'agit pas de gêner les entreprises ou les institutions à la place des patrons. Nous voulons nous assurer que la richesse produite serve à faire progresser notre société», a expliqué le président de la centrale qui regroupe plus de 2 000 syndicats affiliés, forts de 250 000 membres.

Pendant toute cette semaine que durera le congrès, les délégués de la CSN auront aussi à débattre d'une proposition du comité exécutif encourageant clairement le Québec à choisir la voie de l'indépendance. «Dix ans après l'échec référendaire, huit ans après le rapatriement d'une Constitution bâtie sur le dos des intérêts du Québec, trois ans après une entente en porte-à-faux appelée accord du lac Meech, explique M. Larose, le maintien du lien fédéral est devenu un poids». Les délégués ont semblé apprécier.

La CSN propose aussi la tenue d'un vaste forum, cet automne, regroupant toutes les composantes du Québec afin de «faire le point sur la question nationale et de proposer un projet de Québec indépendant», avec Constitution.

Les délégués de la centrale syndicale devront aussi se pencher sur des propositions touchant l'environnement et le développement durable, l'intégration des immigrants et la politique familiale, en remplacement de la politique nataliste actuelle, qualifiée de «baby boni» par M. Larose.

Recrutement difficile

La CSN doit aussi revoir ses stratégies de recrutement, à la lumière des nouveaux secteurs de service, de l'augmentation des emplois à temps partiel et de la multiplication des petites et moyennes entreprises. Pour cette vaste opération de recrutement, M. Larose a lancé un appel aux militants eux-mêmes, «qui sont les plus aptes à organiser de nou-

veaux syndicats puisqu'ils connaissent déjà les mentalités, les conditions de travail et souvent les personnes elles-mêmes».

M. Larose est aussi revenu à la charge contre «l'environnement législatif de plus en plus étouffant» au Québec. La CSN, durement éprouvée par les effets de la loi 160 lors des dernières négociations dans le secteur public — perte d'ancienneté, suspension de la retenue syndicale à la source, etc. —, souhaite des modifications à la législation québécoise.

La centrale veut aussi obtenir des amendements au Code du travail en matière de transfert de propriété entre deux entreprises. Les travailleurs du manoir Richelieu, de Pointe-au-Pic, en auront sans doute long à dire sur cette proposition.

La CSN veut aussi favoriser les «alliances intersyndicales» en vue de «définir une plate-forme de revendications de nature économique, politique, sociale et relative aux lois du travail qui seront jugées prioritaires». La présence sur la tribune d'honneur de Mme Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), militait d'ailleurs en faveur d'une telle alliance intersyndicale.

Ce 55^e congrès de la CSN permettra aussi aux délégués d'élire



PHOTO LUC SIMON PERRAULT, La Presse

Ibrahim Souss, délégué général à Paris de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), est cette année l'invité spécial de la CSN.

Cinq des six membres du comité exécutif. Seul le président, M. Larose, ne voit pas son poste contesté. La vice-présidente, Mme Monique Simard, devra croiser le fer avec l'ex-président de la Fédération des affaires sociales, M. Yves Lessard, et le secrétaire général, M. Michel Gauthier, verra son poste sérieusement menacé avec l'arrivée du «réformiste» Pierre

Paquette, président du Conseil central de Montréal.

En conférence de presse, hier, M. Larose a été invité à commenter la récente loi du gouvernement Bourassa décrétant le retour au travail des employés d'Hydro-Québec et leur nouvelle convention collective. «Si nous étions entre nous, je vous dirais qu'il y a de la graine de fascisme qui recommence à circuler au Québec», a expliqué M. Larose.

Rappelant la loi 160, le prolongement du décret dans le secteur de la construction et cette récente loi visant les employés d'Hydro-Québec, le président de la CSN s'inquiète de la santé de la démocratie au Québec. «Quand on méprise systématiquement les travailleurs dans leurs droits — au syndicalisme, à la grève —, alors l'État-employeur joue le législateur, mais pour se satisfaire en tant qu'employeur», a-t-il commenté.

En séance d'ouverture, la CSN, comme elle le fait depuis quelques années, avait demandé à un invité étranger de marque de s'adresser aux délégués. Cette année, c'est M. Ibrahim Souss, délégué général à Paris de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), qui est venu lancer un appel pressant à la solidarité internationale.

TOSHIBA PRÉSENTE UN COPIEUR TURBO
AU PRIX D'UN COPIEUR ORDINAIRE

2230 TURBO

- 22 copies par minute en mode de copie normale.
- 30 copies par minute en mode de copie turbo.
- Zoom de 65 à 154 % avec formats préétablis.
- Exposition automatique et copie intégrale sans bande morte.
- Choix complet d'accessoires optionnels.
- Permet une économie de 33% sur les coûts d'encre avec un rendement accru de 50% par cartouche.

RABAIS DE 1000 \$

TOSHIBA

3535, rue Rouen Est
Montréal, Québec
Télécopieur: 527-1381
527-2381

Équipement de bureau

17.75%***
9.9%**

GRANDE CHUTE

DES TAUX D'INTÉRÊT

9.9% SUR PROJET DE RÉNOVATION

VENEZ NOUS VOIR À NOTRE NOUVEAU SALON DE LA CUISINE 90

VENEZ VOIR VOUS N'EN CROIREZ PAS VOS YEUX

+ DE 100 MODÈLES EN MONTRE
• CHÈNE • PIN • ÉRABLE • MELAMINE • CHÈNE BLANCHI
• LAQUE • CHÈNE • MELAMINE • STRATIFÉ

OUVERT SAMEDI ET DIMANCHE

ESTIMATION DISPONIBLE **FAITES-NOUS UNE OFFRE** **DISPONIBLE SUR PLACE**

NOUS BATTONS TOUTE ESTIMATION ÉCRITE D'UN COMPÉTITEUR LICENCIÉ BASÉE SUR LA DATE DE RÉCEPTION DE L'OFFRE.

★ **AGRANDISSEMENT DE CUISINE**
★ **SALLE DE BAIN**
★ **RAJOUT D'UNE PIÈCE**
★ **TRANSFORMATION D'UNE PIÈCE**
★ **GARAGE 1 OU 2 PLACES**
★ **FINITION DE SOUS-SOL**
★ **30 ANS D'EXCELLENCE EN GROS TRAVAUX DE RÉNOVATION**

★ **DESIGNER**
★ **PLANIFICATEUR**
★ **ESTIMATEUR**
★ **CONSEILLER FINANCIER**
★ **SPECIALISTE EN AMÉNAGEMENT INTÉRIEUR**

ÉCONOMISEZ DES MILLIERS DE DOLLARS SUR LA TAXE GOUVERNEMENTALE
RENOVEZ MAINTENANT ET ÉCONOMISEZ DES MILLIERS DE DOLLARS AVANT L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA TAXE PROPOSÉE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SUR LES SERVICES.

NOTRE PRIX RÉGULIER EST PLUS BAS QU'UN POURCENTAGE INDICÉ SUR L'ILLUSTRATION QUE LE PRIX INDICÉ SUR LA LISTE DE PRIX SUGGÉRÉS DU MANUFACTURIER.

NOTRE SALON EST OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE

4058 RUE JEAN-TALON OUEST

HEURES D'OUVERTURE:
Sam. 10 a.m. à 5 p.m.
Dim. 11 a.m. à 5 p.m.
Lun., mar., merc. 9 a.m. à 1 p.m.
Jeu., ven. 9 a.m. à 8 p.m.

Métropolitain
POUR ESTIMATION À DOMICILE: **482-0600**

PLUS DE 30 ANS DE SUCCÈS

Service de rénovation Métropolitain rembourse la différence entre le taux obtenu de votre banque ou caisse populaire à 9.9% durant un an. Applicable sur un prêt hypothécaire de 1^{er} ou 2^{ème} rang d'un terme de 1 an fermé, amortissement de 1 à 25 ans au choix. Remboursement applicable sur le montant de la vente. Effectif à partir du 9 mai 1990.

17.75% est le pourcentage pour une 2^{ème} hypothèque. Il est de 14.25% pour une première hypothèque, les taux de banque sont ajustés à tous les jours.

Pass de service téléphonique le dimanche pour vous permettre de visiter notre salon seulement. Mais nous n'acceptons pas de commande le dimanche.

PORTEURS DEMANDÉS
ADOLESCENTS OU ADULTES.
DANS LES SECTEURS SUIVANTS!

- BOUCHERVILLE
- BROSSARD
- DORVAL
- FATIMA
- GREENFIELD PARK
- ILE BIZARD
- LACHINE
- LAFLÈCHE
- LEMOYNE
- LONGUEUIL
- PRÉVILLE
- ST-HUBERT
- ST-LAMBERT
- ST-LÉONARD

TÉLÉPHONEZ AU
285-6911

La Presse

L'intégration économique devient de plus en plus difficile

FRANCOIS BERGER

IMMIGRATION

Les engagements pris par les gouvernements pour faire sur le marché du travail une place plus grande aux immigrants, et aux minorités dites «visibles» en particulier, n'ont pas eu jusqu'à maintenant les effets attendus, en particulier dans les entreprises privées de plusieurs secteurs économiques où l'embauche de travailleurs provenant des «communautés culturelles» reste marginale.

Au moment où le phénomène de l'immigration prend une importance historique dans les débats politiques au Canada et au Québec, l'intégration des immigrants à la société, particulièrement leur intégration économique, se fait de plus en plus difficilement.

Un document de travail du ministère québécois des Communautés culturelles et de l'immigration (MCCI), préparé au début de cette année et portant sur l'intégration économique des immigrants, fait état d'une «détérioration» de la situation. Le rapport interne, qui est entre les mains des sous-ministres chargés de réviser cette année la politique d'immigration, dénote l'augmentation du chômage des immigrants et la dégradation de leurs revenus.

Une autre étude menée par la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada montre que le taux de chômage chez les immigrants au Québec augmente beaucoup plus vite que celui de la population de souche. Ainsi, de huit p. cent qu'il était en 1981, le taux de chômage des immigrants



le défi de la décennie

est passé à 12,4 p. cent en 1986, dernière année pour laquelle de telles données sont disponibles parce qu'elles proviennent du recensement. Il s'agit d'une hausse de plus de 50 p. cent. Pendant la même période, le chômage de l'ensemble de la population active du Québec a progressé de 11 à 13 p. cent, une hausse de 18 p. cent.

Les immigrants chômaient traditionnellement moins que les Québécois de souche, mais les deux groupes se retrouvent maintenant pratiquement nez à nez, en raison notamment de la composition de la dernière vague d'immigration, en provenance surtout du tiers monde.

Pour les membres de certaines minorités visibles, surtout chez les jeunes, le taux de chômage est exorbitant. C'est ainsi que 60 p. cent des Jamaïcains et 44 p. cent

des Haïtiens de 15 à 24 ans étaient en chômage en 1986.

Concentration des immigrants

Le chômage au Québec a diminué au cours des dernières années pour s'établir l'an dernier à 9,3 p. cent pour l'ensemble de la population, mais il est resté important et a même augmenté dans des secteurs économiques où se concentre en grande partie la main-d'œuvre immigrante. Selon Statistique Canada, le taux de chômage est passé de 13,7 à 14,1 p. cent, entre 1986 et 1989, dans le secteur manufacturier du vêtement, où on retrouve un immigrant québécois sur dix. Dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration, où huit p. cent des immigrants travaillent, le taux de chômage de 14,3 p. cent l'an dernier est nettement supérieur au taux de 8 p. cent dans l'ensemble du secteur des services au Québec.

Dans des secteurs où les immigrants sont très peu présents, le taux de chômage est par ailleurs relativement bas. Dans les services gouvernementaux (les fonctionnaires provenant des communautés culturelles n'occupent que 2 p. cent des emplois de la fonction publique), le taux s'établissait l'an dernier à 7,9 p. cent.

Les revenus d'emploi des immigrants, qui étaient il y a neuf ans plus élevés de 9 p. cent que ceux des natifs, sont maintenant équivalents aux revenus des non-immigrants. L'intégration se fait évidemment sur une période de temps plus ou moins longue, de telle sorte que le revenu d'emploi des immigrants les plus récents est deux fois et demie plus bas que celui de la population de souche et de la population immigrante arrivée au Québec il y a quarante ans. Le taux de chômage des immigrants les plus récents (24,1 p. cent pour ceux arrivés entre 1983 et 1986) est également deux fois plus important que celui des natifs et des immigrants de longue date.

L'accès à l'égalité

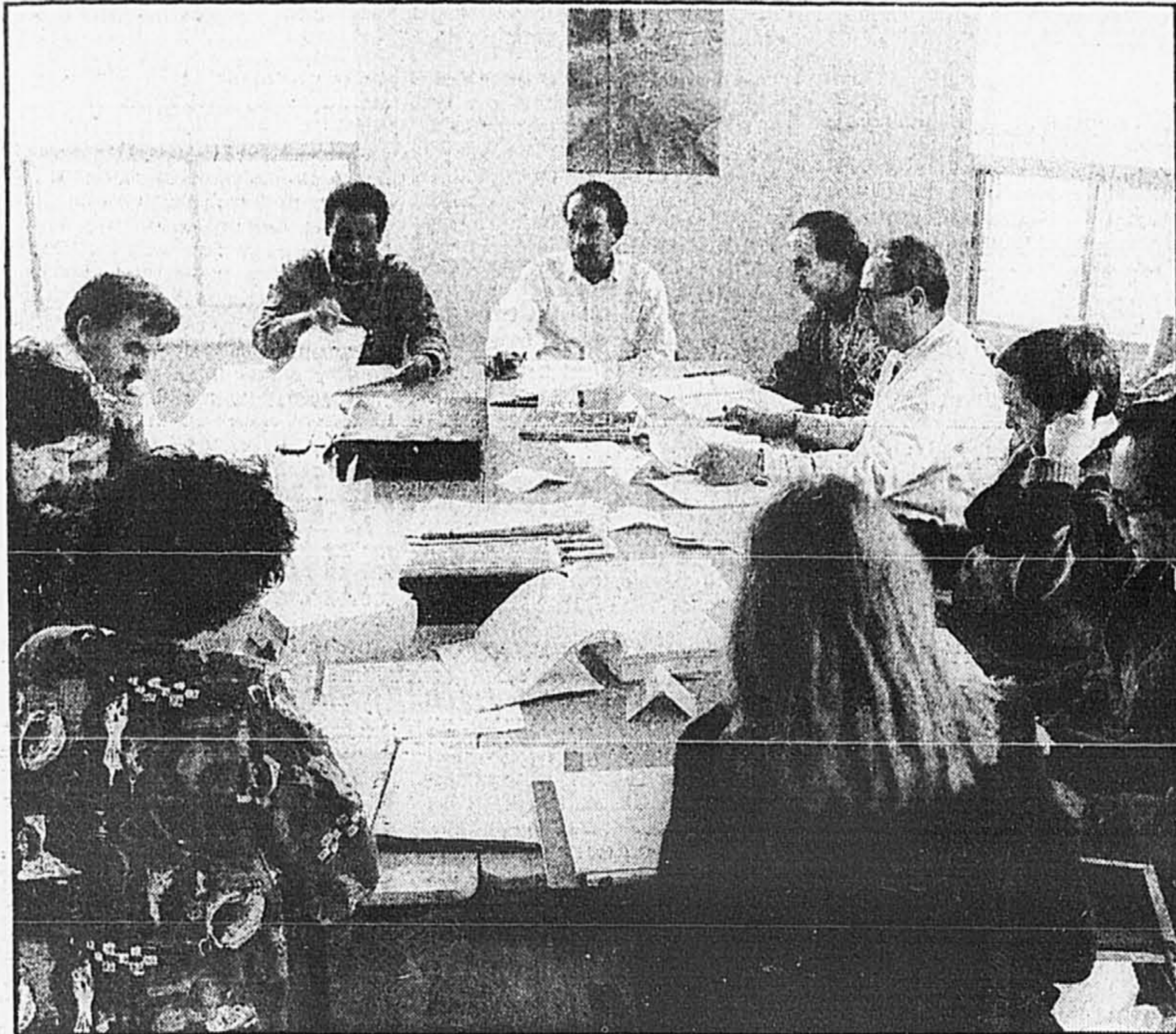
Les gouvernements ont institué au cours des dernières années des politiques et des programmes visant à favoriser l'embauche des immigrants dans des secteurs où ils sont très peu présents. Ces «programmes d'accès à l'égalité» en emploi doivent en principe contribuer à l'amélioration de la situation des immigrants et à leur meilleure intégration.

Cependant, il existe encore très peu de ces programmes et ceux en vigueur sont tout récents, comme à la Ville de Montréal où l'embauche systématique de membres des groupes dits ethniques a commencé il y a à peine un an. De mai à décembre 1989, la ville a réservé 10,3 p. cent de son embauche aux communautés culturelles, qui représentent le tiers des citoyens de Montréal. L'objectif est de porter la proportion à 25 p. cent.

La Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) et le service de police de la CUM (comme aussi la Sûreté du Québec) ont également mis en place de tels programmes. A la CUM, qui emploie 2000 travailleurs civils, on vient tout juste de commencer à étudier les modalités d'implantation d'un programme d'embauche des minorités.

Ailleurs dans la région de Montréal, où 88 p. cent des immigrants au Québec sont établis, il n'existe pas chez les municipalités des programmes d'accès à l'égalité en emploi à l'intention des minorités ethniques.

Le gouvernement du Québec, pour sa part, a annoncé à la fin de mars qu'il tentera de porter de 2 à 4 p. cent la présence de membres des communautés culturelles dans les rangs de la fonction publique, en leur réservant 12 p. cent de l'embauche. Déjà, le MCCI, qui est en première ligne



Le Club de placement pour immigrants, seul du genre au Québec, guide les nouveaux arrivés dans la recherche d'un emploi. Financé par le gouvernement fédéral, le Club, exploité par l'Alliance pan-américaine, a aidé 119 immigrants l'an dernier.

PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, La Presse

dans l'accueil des immigrants, compte parmi son personnel 17,2 p. cent de travailleurs dits ethniques.

Dans le secteur privé québécois, l'éveil des employeurs à la question ethnique est très faible. Il a fallu que le gouvernement québécois impose, l'an dernier, «l'obligation contractuelle» par laquelle les entreprises faisant affaire avec le gouvernement, et dont la taille est supérieure à 100 employés, s'engagent à mettre sur pied un programme d'accès à l'égalité (PAE). Ces programmes visent d'abord l'accès des femmes aux emplois, mais incluent un volet ethnique.

Malgré cette «obligation con-

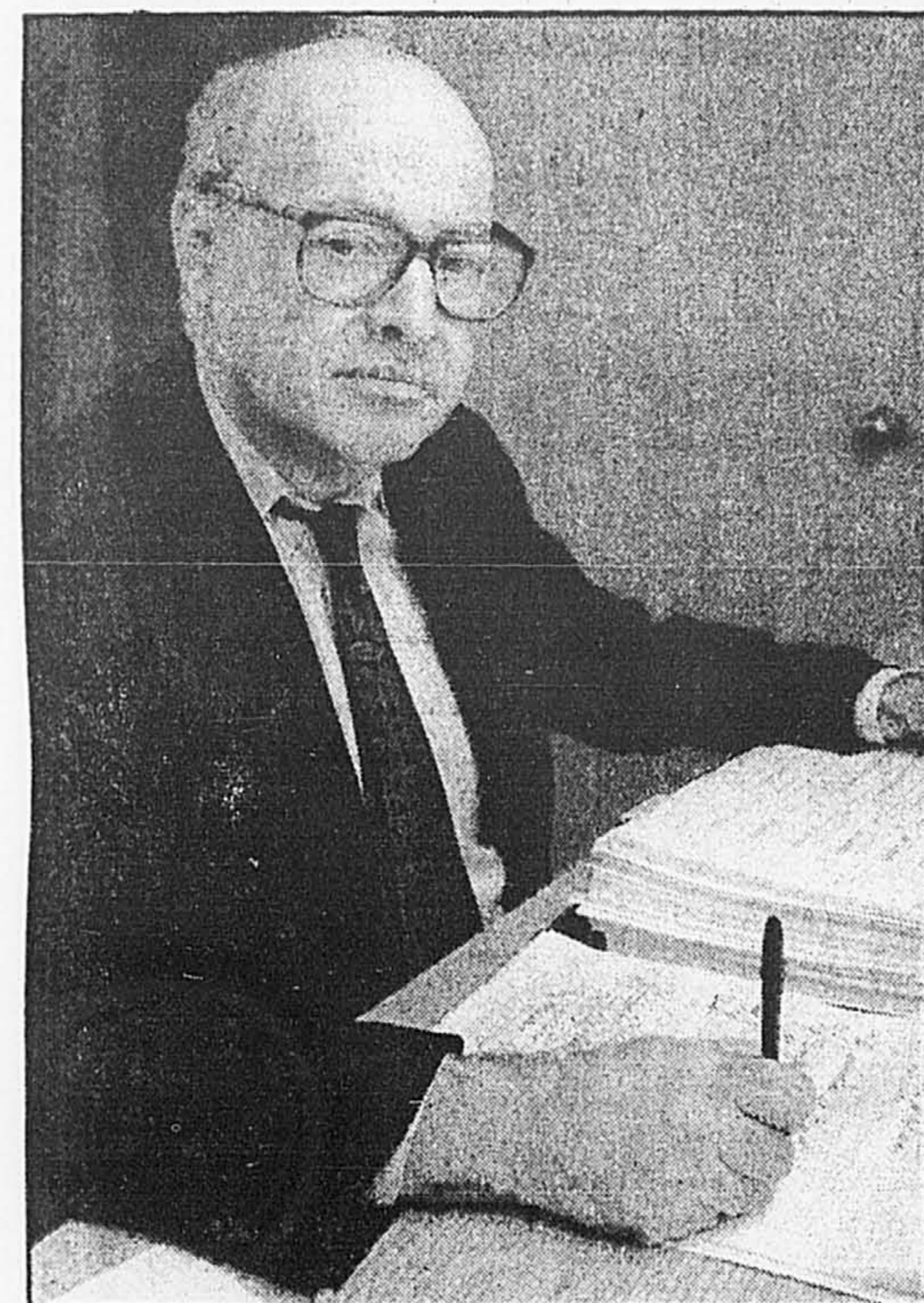
tractuelle», seulement 29 entreprises, qui ont des contrats avec le gouvernement, ont signé auprès de la Commission québécoise des droits de l'apersonne leur intention de créer un PAE. La Commission établit des barèmes sur la disponibilité de travailleurs ethniques pour des emplois bien définis.

«Ça commence à peine», commente la porte-parole de la Commission, Mme Paule Sainte-Marie. «On s'est d'abord concentré sur l'accès des femmes aux emplois», dit-elle.

C'est au niveau fédéral que la situation des groupes ethniques

serait la pire, selon M. Fo Niemi, directeur général du Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR). Une enquête réalisée récemment par ce groupe a montré qu'aucun membre des minorités visibles n'est présent à la direction d'organismes fédéraux comme le Conseil consultatif canadien de l'emploi et de l'immigration, la Commission des relations de travail dans la fonction publique et le Conseil canadien des relations de travail.

Pourtant, il y a quatre ans déjà qu'Ottawa a promulgué la Loi sur l'équité en matière d'emploi, qui doit faire une large place aux «groupes désignés», dont les minorités visibles.



M. Radu Constantinescu, immigrant roumain à l'emploi de la ville de Lachine.

PHOTO MICHEL GRAVEL, La Presse

FONCTIONS

Les immigrants occupent des fonctions qui les «déqualifient».

SUIVE DE LA PAGE A 1

des groupes ethniques occupent en grand nombre des «fonctions qui les déqualifient», disait Mme Alberte Ledoyen, de l'Institut québécois de recherche sur la culture, lors d'un colloque tenu en mars dernier sur la situation des jeunes des communautés culturelles dans le marché du travail.

Souvent concentrés dans les services de restauration, comme leurs parents d'ailleurs, ces jeunes ont pourtant des qualifications supérieures, en moyenne, aux jeunes Québécois de souche, notamment en ce qui concerne la scolarité.

Ils sont très peu présents dans la fonction publique et parapublique, dans les communications et les grandes entreprises. Dans ces secteurs, il existe un «blocage dû au comportement institutionnel, ou individuel à répétition, ce qui donne le même effet, visant la protection du groupe québécois de souche, ce qui est synonyme d'exclusion», selon Mme Ledoyen.

D'autre part, les jeunes des groupes ethniques, formés ici mais ne trouvant pas d'emploi, ne peuvent plus compter sur les associations ethniques contrôlées par les générations précédentes. «Ils sont hors réseau», dit M. Fo Niemi, directeur du Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR).

Ghettos d'emploi

Les «ghettos d'emploi», moins rentables mais plus faciles d'accès parce que les immigrants s'y retrouvent en compagnie des membres de leur propre ethnie, se perpétuent.

C'est ainsi qu'on les retrouve, par exemple, dans les manufactures de produits textiles et dans l'habillement, où la main-d'œuvre immigrée représente le tiers des employés.

Chez les femmes immigrées, les deux tiers travaillent comme employées de bureau, dans les services et dans la fabrication et réparation.

Un ghetto d'emploi particulier, celui des bonnes, regroupe presque exclusivement des immigrantes d'Amérique latine, des Antilles, des Philippines et du Moyen-Orient. «La demande de bonnes est énorme», selon Mme Micheline Leblanc, de l'Association du personnel domestique. Il y a à Montréal de 25 à 30 offres d'emploi pour chaque domestique disponible, dit-elle. Les employeurs comptent toujours sur l'immigration.

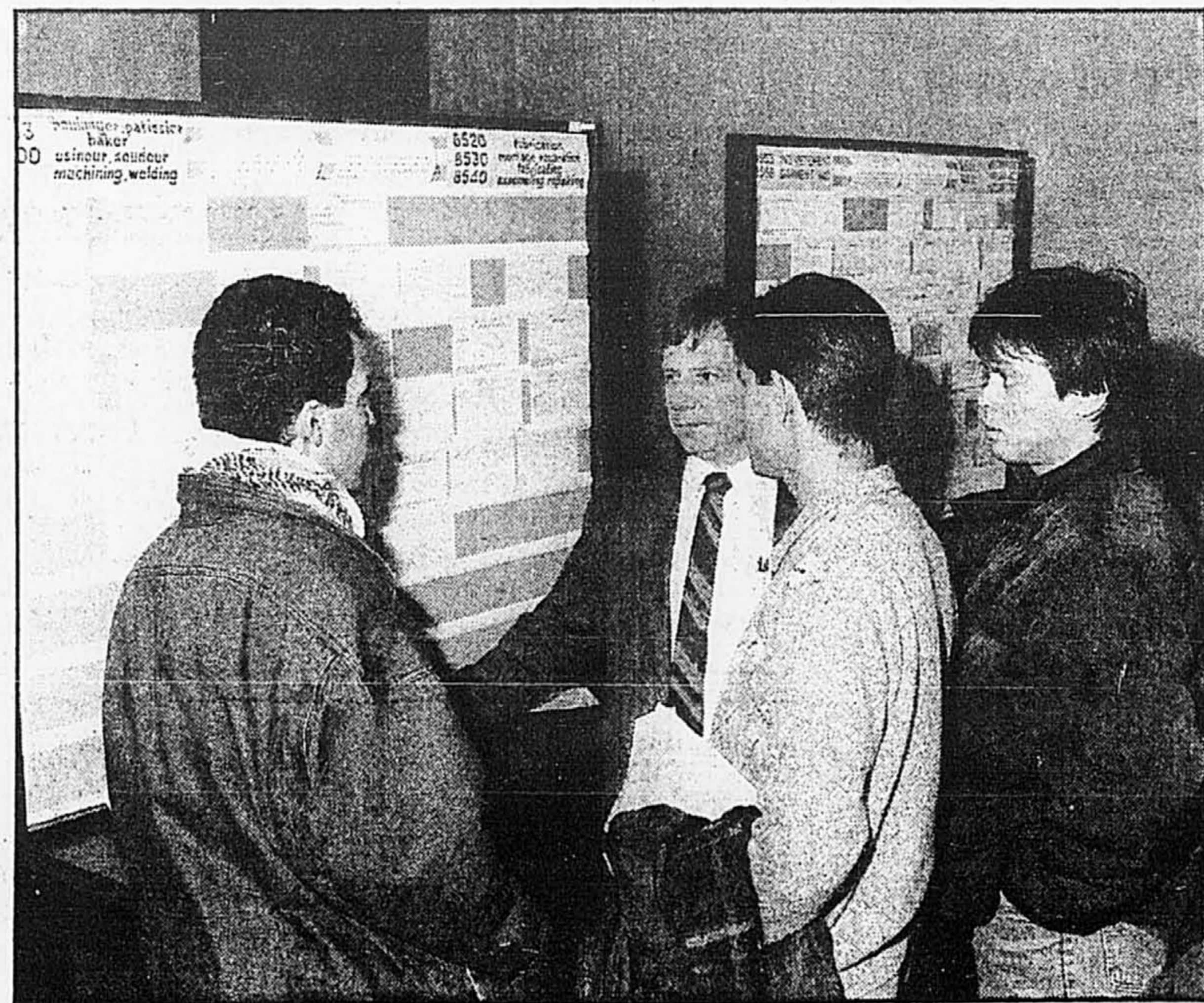
Le travail au noir est également très développé parmi les travailleurs immigrants. Quelque 3 000 des 8 000 chauffeurs de taxi de Montréal, des immigrants à 60 p. cent, sont «au noir», dit un porte-parole de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), qui tente de syndicaliser cette industrie.

Dans la couture à domicile, 30 000 immigrantes travaillent au noir, soit autant que le nombre de travailleuses légales, immigrantes à 70 p. cent, qui oeuvrent dans cette industrie au Québec, dit un représentant de l'Union des ouvriers et ouvrières du vêtement pour dames (UOVD).

Quant aux travailleurs illégaux, leur nombre est par définition inconnu. Le ministère de l'Emploi et de l'Immigration l'a déjà estimé entre 50 000 et 200 000 au Canada. «La peur de la déportation est omniprésente», dit un syndicaliste.

«Il existe une division ethnique du travail», explique par ailleurs Mme Irene Ellenberger, du comité de l'immigration de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Les Noirs et autres «minorités visibles» se retrouvent, dans l'hôtellerie et la restauration notamment, dans les cuisines ou à l'entretien, jamais comme serveurs ou à la réception. «On les cache».

DEMAIN: Le racisme en milieu de travail



De nouveaux immigrants à la recherche d'un emploi au Centre d'emploi du Canada pour immigrants à Montréal.

PHOTO RENE PICARD, La Presse

Les syndicats tentent d'attirer plus d'immigrants

FRANCOIS BERGER

À peine le quart des travailleurs immigrants au Québec font partie d'un syndicat, et les centrales ouvrières tentent de plus en plus de les attirer au moment où leur nombre va croissant.

«Les syndicats ne peuvent pas passer à côté de la question des immigrants», dit M. Guy Cousineau, vice-président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ).

Leur présence sur le marché du travail augmente de manière soutenue: dans la région de Montréal, ils forment déjà près de 25 p. cent de la main-d'œuvre totale, selon le ministère canadien de l'Emploi et de l'Immigration. Cependant, ils ne représentent que 12 p. cent des syndiqués de la FTQ, par exemple.

Conscients que leur propre avenir dépend en partie de l'intégration des travailleurs immigrants aux organisations syndicales, les centrales ouvrières commencent aujourd'hui à multiplier leurs efforts dans ce sens.

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) dénote une «présence significative des groupes ethniques» dans environ 60 p. cent des nouveaux syndicats qu'elle tente d'organiser, dit M. Clermont Bergeron, du service d'organisation de la centrale. Il s'agit surtout de secteurs comme l'hôtellerie, la restauration, l'entreposage, le camionnage, les services en général mais aussi des entreprises manufacturières de petite taille.

À la CSN comme à la FTQ, on tente de former les conseillers syndicaux en fonction de problèmes propres aux travailleurs immigrants. Des conseillers font même l'apprentissage des langues d'origine des immigrants.

Même si la question de l'immigration préoccupe les organisations syndicales depuis une dizaine d'années, ce n'est que très récemment que les syndicats ont commencé à se donner des moyens concrets pour attirer les immigrants.

Vaste enquête

La FTQ vient d'entreprendre une vaste enquête auprès de ses syndicats de la région de Montréal, où se concentrent neuf immigrants sur dix, pour connaître la composition ethnique de son membership. La CSN, qui a déjà fait cet exercice, dirige maintenant ses efforts vers l'établissement de liens formels avec les associations ethniques. Les deux plus importantes centrales syndicales du Québec ont tout juste commencé à étudier la mise sur pied de services spécifiques visant directement la clientèle ethnique. La Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) a pour sa part inscrit pour la première fois de son histoire la question de l'immigration à son prochain congrès en juin.

«L'appartenance à un syndicat doit devenir pertinente pour les immigrants, comme elle l'est devenue pour les femmes», dit Mme Lise Moisan, embauchée l'an dernier par le Conseil du travail de Montréal (CTM, affilié à la FTQ) pour implanter de nouveaux services, dont certains sont destinés aux communautés culturelles.

Mais la syndicalisation, déjà difficile pour les travailleurs en général, l'est encore davantage quand il s'agit des immigrants.

Dans des entreprises où les patrons exploitent la situation précaire d'immigrants ignorants des lois et de leurs droits, la syndicalisation est fort difficile, «la plupart des em-

ployeurs préférant fermer leur entreprise plutôt que de faire face à un groupe organisé», selon un document de la CSN sur la question. Par exemple, la compagnie montréalaise Martha Ceramics a fermé ses portes en 1987 pour ensuite ouvrir ailleurs sous un autre nom, après que ses employés immigrants aient réussi à créer un syndicat reconnu légalement.

Même si elles sont souvent vouées à l'échec, les tentatives de syndicalisation se poursuivent dans des entreprises embauchant surtout des immigrants. C'est ainsi que la CSN tente depuis février d'organiser un syndicat dans une usine montréalaise qui fabrique des sabots de freins. Les 75 employés sont des Haïtiens, des Jamaïcains et des Latins, dont les conditions de travail sont insalubres et les salaires très bas. «Nous les avons avertis que l'entreprise pouvait très bien les mettre à la porte, mais ils ont quand même insisté pour que la CSN leur apporte son aide», dit M. Clermont Bergeron.

Généralement, les immigrants sont très méfiants des syndicats, disent les responsables syndicaux. Il y a tout un «travail de mise en confiance» à faire. Quand ils font partie d'un syndicat, les immigrants participent très peu aux assemblées, notent les porte-parole de la FTQ. Plus encore, «certains immigrants qui font partie d'un syndicat ne savent même pas qu'ils sont syndiqués», renchérit Mme Stephanie Bernstein, du groupe Au Bas de l'Échelle, pour montrer à quel point ils sont peu conscients de leurs droits.

La CSN a cependant noté que les nouveaux immigrants se montrent plus ouverts que ceux de longue date à l'idée de se syndiquer... un signe de leurs conditions de travail de plus en plus dures, croient les syndicalistes.

Laval et Laurentides

Hausse de 12 p. cent de l'achalandage à la STL



JEAN-PAUL CHARBONNEAU

Depuis la mise sur pied de l'Organisme régional de transport (ORT), l'achalandage quotidien dans les autobus de la Société de transport de Laval (STL) a augmenté de 12 p. cent pour les premiers mois de 1990 sur la même période de l'an passé. Depuis le 1^{er} janvier, les autobus ont transporté 7,5 millions d'usagers.

Les cartes mensuelles se vendent comme de petits pains chauds. Des statistiques de la STL démontrent qu'en mars dernier il s'est vendu 14 830 cartes mensuelles donnant accès aux autobus de la STL et au métro comparativement à 9 298 pour la même période de l'année précédente. Même si la compilation pour le mois d'avril n'est pas encore complètement terminée, on affirme à la STL avoir vendu 16 700 cartes.

Cette carte coûte actuellement 42 \$. L'an passé elle était vendue 56,50 \$. Cette année, elle donne accès aussi aux autobus de la Société de transport de la Rive-Sud.

La STL a été obligée de doubler le service sur les circuits les plus achalandés, comme sur le boulevard des Laurentides, parce que les autobus se remplissent rapidement aux heures de pointe.

Toutes les conventions collectives de travail des employés de la

STL prendront fin le 31 août prochain.

LE PLUS BEAU JARDIN EN VILLE

«Laval... le plus beau jardin en ville!», c'est le slogan de la Corporation de développement économique de Laval (CODEL) qui a lancé dernièrement avec les agriculteurs, maraîchers et jardiniers locaux la campagne agricole 1990.

Au cours des prochains jours, 130 000 dépliantes seront distribués dans les foyers lavallois afin d'inviter la population à découvrir les produits et services horticoles de l'île Jésus. Grâce au climat privilégié que l'on retrouve dans Laval, cette municipalité produit des spécialités comme melons d'eau, raisins et canteloupes. L'agriculture est l'une des activités économiques primordiales de la deuxième ville du Québec.

Dans Laval on retrouve 175 producteurs de fruits et légumes, 180 serristes, 40 jardinerie et pépinières, trois marchés publics, 100 entreprises de services horticoles, 50 fleuristes, 25 kiosques de bord de route et 27 berges aménagées.

CHAIRE DE L'EAU POTABLE

Laval vient de joindre Montréal dans un projet de chaire industrielle de l'eau potable présenté

par le président de l'École polytechnique de Montréal, Roland Doré.

L'objectif principal de cette chaire est de poursuivre des travaux de recherche en vue de développer des nouveaux procédés de traitement des eaux qui permettront aux traiteurs d'eau de respecter les normes de qualité de l'eau potable.

Dans un document de travail, il est écrit qu'en ce domaine, le Canada accuse un certain retard sur les autres pays industrialisés. Par ailleurs, le Québec joue au Canada un rôle de leader dans le domaine depuis plus de 25 ans.

La chaire d'eau va donc permettre à Laval de poursuivre son travail de recherche tout en s'associant à d'autres partenaires. Laval devra déboursé 50 000 \$ et Montréal 150 000 \$ pour joindre cet organisme.

79 MILLIONS \$ D'INVESTISSEMENT À SAINT-JÉRÔME

Dans son rapport d'activités pour l'année 1989, la Société de développement économique de Saint-Jérôme fait état qu'un montant de 79,7 millions \$ a été investi dans la «capitale régionale» des Laurentides durant la dernière année, par rapport à 50,5 millions \$ en 1988.

La plus grande partie de cette somme a été utilisée dans le secteur industriel avec 27 millions \$.

Viennent ensuite, le résidentiel avec 18,4 millions \$, l'institutionnel 18,4 millions \$ et le commercial avec 16 millions \$. Le secteur industriel accuse une perte de deux millions de dollars sur 1988, tandis que la construction résidentielle a connu sa meilleure performance en trois ans.

Pour 1990, la SODEJ va chercher, explique son directeur général Michel Gauthier, à maximiser l'image de Saint-Jérôme comme centre de service régional et accroître son importance compte tenu de sa situation idéale dans les Laurentides.

LA GRANDE SORTIE

Née d'une concertation entre plusieurs organismes sociaux, la Grande sortie fera sa première randonnée le 27 mai dans les villes de Blainville, Sainte-Thérèse, Rosemère et Boisbriand.

Il s'agit d'une sortie en bicyclette familiale à l'intention des personnes âgées de 10 à 77 ans. Le trajet est de 31 kilomètres et le comité organisateur, présidé par Gilles Brazeau, espère bien attirer 2000 personnes.

Cet événement remplace la traditionnelle course de «boîtes à savon» du Club Lions de Sainte-Thérèse. Les Clubs optimistes de la région se sont aussi joints à l'organisation de cette nouvelle expérience.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHÈQUES A TÈRE et 2e, balance de vente, notaire Laberge 729-4234 ARGENT, 1e & 2e hyp., jusqu'à 85%. Résidentiel, commercial, industriel, S.N.C.H. enr. 987-1992 HYPOTHÈQUES (1re, 2e, balance de vente). Notaire Rivest 389-8484	710 OCCASIONS D'AFFAIRES A.A.A. (Ambition-Affaires-Arpent) Accédez au SUCCÈS. Devenez PROPRIÉTAIRE ROUTE DE DISTRIBUTRICES Routes établies et protégées tout pour de famille sur investissement minimal. Facilité de financement sur place 844-7211 Mme Louise Trudel	710 OCCASIONS D'AFFAIRES L'ÉCOLE DES PATRONS L'esprit d'entreprise à votre portée. "Création et Croissance d'entreprise". Catalogue gratuit. Institut Jean-Guy Leboeuf, téléphone: (514) 277-2117; sans frais 1-800-361-9972.	710 OCCASIONS D'AFFAIRES IMPOT GAIN: motorisés 1990, situés à Montréal et à Fort-Lauderdale, retour d'impôt de 5000 \$ et plus, avec revenu de location. Via Tour Caravane Inc Guy Turgeon (514) 423-1112.	715 SERVICES FINANCIERS MARGE crédit, 1ère, 2e, 25.000 \$ et +. Service rapide. 1-819-361-0407.
710 OCCASIONS D'AFFAIRES À VOTRE COMPTE Distributrices exclusives à POP CORN chaud. Dans votre région: où le meilleur investissement sur le marché. Très rentable. Informez vous aujourd'hui! M. Maurice Bédard, 514-731-2550	ENVIRONNEMENT Possibilités = revenu 200 000\$. M. Robert 514-778-2774	712 ASSOCIÉS DEMANDES CANTONS DE L'EST, pré-finition, hôtel ou 40 condominiums, construction neuve de 20 000 \$ par unité, terrain zone commerciale, forfaitaire de 40 acres, profit énorme pour redressement. 522-1787.	717 SERVICES SPÉCIALISÉS INCORPORATION, tous très compétitifs. R. Malo 337-5176.	718 ARGENT DEMANDÉ AVONS bonnes demandes pour hypothèques. Notaire 525-2661. BENOÎT 528-7073, 1-800-361-1011 BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334.

POSTE 103 PRISE D'APPELS (24) HEURES POSTE 104
(514) 987-1400
POSTE 105

OCCASION UNIQUE!

Bannies à jamais l'insécurité financière, l'appréhension de la perte éventuelle de votre emploi.

Un revenu annuel de 100 000 \$ et plus pour le reste de votre vie vous conviendrait-il? Alors joignez-vous à notre équipe gagnante, soucieuse de son avenir, travaillant dans la région de Montréal.

Vous voulez contrôler votre destinée, alors soyez présent(e) à notre séance d'information donnée à:

**L'Hôtel Sheraton Centre
1201, boul. René-Lévesque ouest
Salon A — Réunion H.A.P.**
lundi 7 mai — 19h — (anglais)
mardi 8 mai — 19h — (français).

Les sièges étant limités, nous vous suggérons de confirmer la date de votre participation le plus tôt possible en composant le
(514) 987-1400, postes 103, 104, 105
Prise d'appels (24) heures

MÉTAMORPHOSEZ VOTRE EXISTENCE!
866252-R710

714 FRANCHISES
FRANCHISE bien établie, populaire, centre d'achat, 320 000 \$ annuel, profits 55 000 \$, placement sur lieu pour 2 associés. Comp. tarif requis 45 000 \$. Après 18 h, 637-5312.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.
285-7111
INTERURBAIN SANS FRAIS
1-800-361-8013
ANNONCES ENCADRÉES
285-7000

725 TENUE DE LIVRES, DÉCLARATIONS D'IMPÔT
A 1 COMPTABILITÉ, tenue de livres de qualité, 699-9556

726 INFORMATIQUE BUREAUTIQUE
SERVICE OUVERT JOURS À 20 H
AT 288/16 \$595
386 SX/20 \$995
386/25 \$1595
Avec Panasonic 1-2, clavier AT bilingue.
2001 Intelligence
Artificielle
6900, Côte-des-Neiges
À côté du Plaza CDN
Tél.: 342-9125
1397518-R 726

FIDUCIE GUARDIAN **C.P.G. 1 an 13%**

618, rue Saint-Jacques 397-8824
950, rue Sainte-Catherine O. 875-5600
8000, boul. Langelier, Bureau 300 327-2932

600, boul. de Maisonneuve O. 849-0470
3090, boul. Le Carrefour Laval 682-6622

Taux sujets à changer sans préavis

SOLDES D'ENTREPÔT

LITERIE ET LINGERIE
À PRIX DE GROS OU À PRIX INFÉRIEUR

Boutique Au Lit

DU LUNDI 7 AU SAMEDI 12 MAI
de 10 h à 16 h
642, rue de Courcelle, local 404, Montréal
Tél.: **933-5070**



Hold-up à Saint-Henri

La police de la Communauté urbaine de Montréal recherche toujours un individu qui, le 19 mars, vers midi, s'est introduit par effraction dans les bureaux des Entreprises Peter Sergakis, Inc., au 3800 ouest, rue Notre-Dame, soit à l'intersection de la rue Turgeon, dans le quartier Saint-Henri, à Montréal.

Info Crime
393-1133

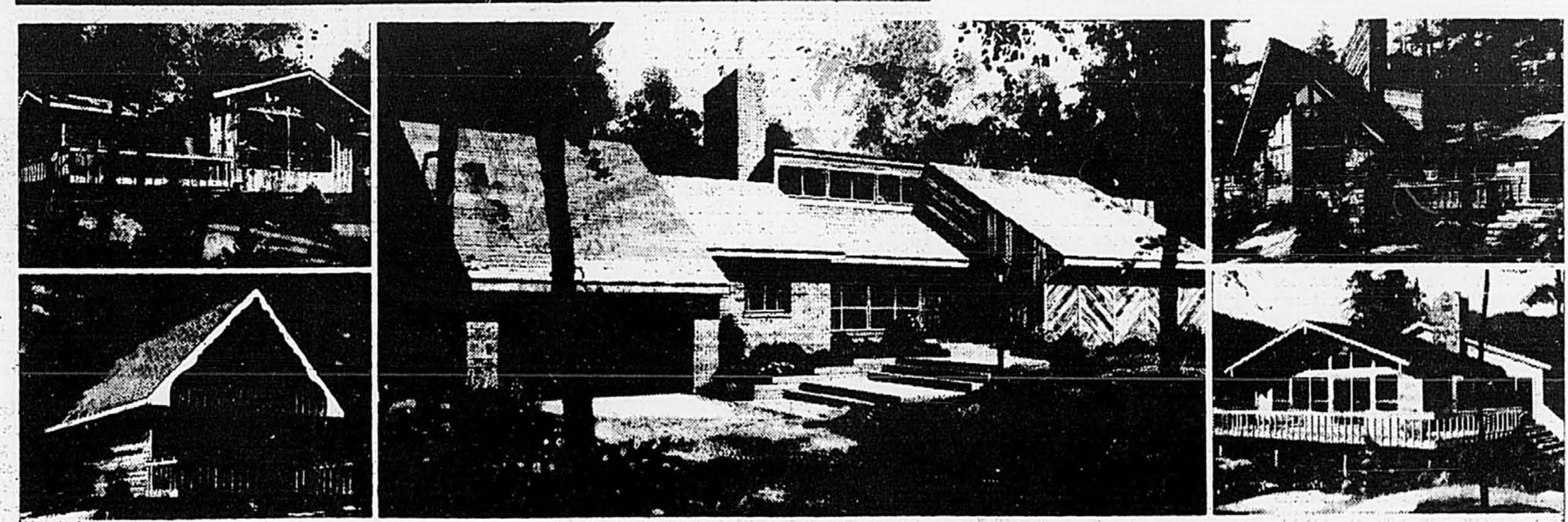
Une fois à l'intérieur, il sort de son sac un fusil tronçonné à canon jumelé qu'il braque sur une employée venant à sa rencontre. Il saisit alors cette dernière et la contraint à l'amener dans l'arrière-boutique où il réussit à accéder en menaçant une deuxième employée. Tandis qu'il tient les deux employées en joue, il s'empare de l'argent qui se trouve en vue et se fait ouvrir les deux coffres-forts qu'il dévalise.

Il met son butin dans son sac et se fait déverrouiller la porte avant pour s'enfuir vers l'est. Le suspect est âgé dans la vingtaine. Il mesure environ 1,73 m et pèse environ 65 kg. Il a les cheveux noirs bouclés et s'exprimait en français.

PORTEURS DEMANDÉS
ADOLESCENTS OU ADULTES
DANS LES SECTEURS SUIVANTS!

- BOUCHERVILLE
- BROSSARD
- DORVAL
- FATIMA
- GREENFIELD PARK
- ÎLE BIZARD
- LACHINE
- LAFLECHE
- LEMOYNE
- LONGUEUIL
- PRÉVILLE
- ST-HUBERT
- ST-LÉONARD

TÉLÉPHONEZ AU
285-6911
La Presse



BONJOUR VICEROY. ADIEU TPS. CHOISISSEZ LA MAISON DE VOS RÊVES ET PARTEZ GAGNANT

C'est pas souvent que vous avez l'occasion d'éviter la taxe. Mais si vous construisez cette année, vous pouvez éviter la TPS et économiser des milliers de dollars. Agissez dès maintenant et Viceroy vous garantira la livraison à temps pour vous permettre d'éviter la TPS.

CHOISISSEZ VOTRE MAISON
Seule Viceroy peut vous permettre de choisir le système de construction qui convienne à votre imagination -

et au temps dont vous disposez.

1. Une maison préconçue comportant des possibilités illimitées de conception et qui vous permet de réaliser des économies de toutes sortes.
2. Ou une maison «modulaire» finie à l'usine qui peut être montée sur vos fondations en une seule journée.

Quelle que soit l'option que vous choisirez, votre maison sera construite selon les meilleures normes de l'industrie.

LES SUPPLÉMENTS LUXUEUX SONT INCLUS
N'attendez pas. Jusqu'à ce que nous ayons atteint notre quota de l'usine pour la saison, nous incluons pour des milliers de dollars de suppléments luxueux, sans frais additionnels. (Consultez votre représentant Viceroy pour plus de détails au sujet de cette offre d'une durée limitée.) De plus, nous garantissons la livraison pour vous permettre d'éviter la TPS. Appelez-nous, ou rendez-nous visite dès aujourd'hui!

Envoyez-m'en: Votre catalogue sur les maisons préconçues. (Je veux être mon propre entrepreneur général.) Je joins 10 \$ Votre catalogue sur les maisons finies à l'usine. (Je veux vous laisser faire la construction.) Je joins 5 \$.

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
PROV. _____ CODE _____
EMPLACEMENT DU LOT _____
Envoyez au lieu d'exposition le plus proche indiqué ci-dessous.

Viceroy
LES MEILLEURES MAISONS.

Religion

Démission de l'archevêque anglican de Montréal



JULES BÉLIVEAU

Six ans après son élection à la tête du diocèse anglican de Montréal, Mgr Reginald Hollis a annoncé qu'il quittera cette fonction le 1^{er} novembre prochain.

Mgr Hollis, qui est âgé de 58 ans, qui est marié et qui est originaire de l'Angleterre, a pratiquement toujours exercé son ministère dans le diocèse de Montréal. C'est en effet depuis 1954, l'année même de son ordination à la prêtrise, qu'il vit et travaille dans ce territoire ecclésiastique anglican.

En démissionnant de sa fonction à la direction du diocèse de Montréal, Mgr Hollis cessera également d'être l'archevêque de la province anglicane du Canada, qui comprend les diocèses de Québec et des provinces maritimes du Canada en plus de celui de Montréal. C'est seulement l'an

dernier qu'il a été nommé à ce poste.

Bien connu pour son penchant en faveur du courant évangélique au sein de la Communion anglicane, Mgr Hollis a soutenu activement la croisade de l'évangéliste américain Leighton Ford à Montréal il y a sept ans. Il a également accepté avec empressement d'appuyer la campagne Mission Québec avec Billy Graham qui doit avoir lieu au Forum de Montréal en juin prochain.

Mgr Hollis a indiqué que, après son départ de Montréal, il assumera la direction spirituelle d'une organisation promouvant la prière dans toutes les Églises anglicanes à travers le monde. Cette organisation a son siège à Winter Park, en Floride.

LES MILITAIRES ONT BESOIN D'AUMONIERS

Bien qu'il ne le crie pas sur les toits, Mgr André Vallée, évêque de l'ordinariat militaire catholique du Canada, est à la recherche d'aumôniers.

«Nous prévoyons perdre une trentaine de prêtres, surtout pour



Mgr Reginald Hollis

cause de retraite, au cours des trois ou quatre prochaines années, a confié Mgr Vallée. Cela fait que, déjà pas très à l'aise, nous risquons de le devenir de moins en moins.»

LES PÈRES DU SAINT-SACREMENT: 100 ANS AU QUÉBEC

Les Pères du Saint-Sacrement célébreront au cours des prochaines semaines le centenaire de leur implantation au Québec.

C'est en effet en 1890, le 22 mai précisément, que deux prêtres membres de cette congrégation sont arrivés au «Nouveau Monde». Ils y ont été accueillis à Montréal par l'évêque de ce temps, Mgr Edouard-Charles Fabre, qui «les adopta comme ses enfants».

Les fils spirituels de Pierre-Julien Eymard ont été attirés au Québec, une terre «française dans l'âme» et profondément chrétienne à l'époque, parce qu'ils voulaient y répandre le culte de l'Eucharistie sous toutes ses formes: prédication, prière devant le Saint-Sacrement exposé jour et nuit, tridiums, quarante-heures et congrès eucharistiques régionaux et provinciaux.

D'abord établis à Montréal, les Pères du Saint-Sacrement ont multiplié des fondations dans plusieurs régions du Québec. Ils ont construit un séminaire à Terrebonne pour assurer leur relève, puis ont essaimé à Québec, à Shawinigan, à Sherbrooke, à Alma, à Valcartier, à Cap-Rouge et même à Vancouver, où ils ont pris en charge l'église nationale francophone et créé une école française privée, probablement la première du genre dans le Canada hors-Québec.

Après avoir acquis leur autonomie par rapport à la France, les Pères du Saint-Sacrement du Québec ont débordé les frontières du Canada en créant des maisons en Amérique du Sud et en Afrique.

Pour fêter leur centenaire au Québec, les Pères du Saint-Sacrement préparent deux événements distincts: d'abord un colloque sur le thème *Eucharistie et identité chrétienne*, qui aura lieu à Montréal les 11 et 12 mai avec la participation de Jean-Louis Chauvet, de l'Institut catholique de Paris, et des théologiens québécois Guy Lapointe, Jean-Guy Nadeau et Guy Paiement; puis un conventum réunissant au Manoir Masson, à Terrebonne, les anciens du vieux pensionnat qui y ont vécu de 1902 à 1970.

(On peut obtenir des renseignements au sujet de ces deux événements en téléphonant à 514-524-3059.)

Les Pères du Saint-Sacrement sont établis au Québec depuis 100 ans. Ce buste de leur fondateur, Pierre-Julien Eymard, a été réalisé en 1893 par le célèbre sculpteur Auguste Rodin.

Il y a quelques mois, Mgr Vallée a écrit aux autres évêques canadiens pour leur faire part des besoins en aumôniers de son ordinariat. La plupart des aumôniers militaires des Forces armées canadiennes sont des prêtres séculiers, les autres étant des prêtres membres de congrégations religieuses.

S'il manque de prêtres, Mgr Vallée se réjouit de la présence dans son ordinariat d'une quinzaine d'agents de pastorale lai-



EN BREF

COLLECTE DE DÉCHETS DOMESTIQUES DANGEREUX

Les citoyens qui s'affairent présentement au grand ménage du printemps sont priés de conserver leurs déchets domestiques dangereux jusqu'à la collecte du 9 juin. La collecte, organisée de concert avec toutes les villes de la Communauté urbaine de Montréal, s'adresse aux particuliers. Une ligne téléphonique dotée d'un message enregistré transmet l'essentiel des informations concernant cette collecte. Pour de plus amples renseignements, on peut ainsi composer le 879-JUIN.

ST-LUC: ON DOIT FAIRE BOUILLIR L'EAU

Les résidents desservis par le réseau d'aqueduc de la ville de Saint-Luc sont priés de faire bouillir l'eau pendant au moins cinq minutes avant de la consommer, en raison de la présence de bactéries coliformes décelées dans les derniers échantillons analysés. Cet avis d'ébullition de l'eau est en vigueur jusqu'à nouvel ordre et au moins jusqu'à lundi, le 7 mai 1990.

Je pense donc je dis

Cette chronique linguistique, préparée par l'Office de la langue française, paraît chaque semaine dans l'édition dominicale de *La Presse*.

Vicieux via, va!

■ Via, en voilà un que l'on voit partout: via ici, via là. Mais si tantôt ça va, tantôt ça ne va pas. Voyons voir!

Via, préposition venue du bon vieux latin, veut dire «par la voie, en passant par» et ne s'avère juste, en vérité, que devant un nom de lieu.

Ex.: *Viviane est venue en avion de Victoria à Val-d'Or, via Victoriaville* (c'est-à-dire de Victoria à Val-d'Or, en passant par Victoriaville).

Vu ainsi, via ne devrait jamais voler la vedette à d'autres vocables, comme par ou sur, devant un complément qui vé-

hicule une idée n'ayant rien à voir avec un lieu.

Ex.: *Vos voix voyagent vite sur ondes radioélectriques* (non «via»).

Votre missive sera envoyée par voiture ou par wagon vert (non «via»).

Vouloir voir via ici et là, sans vérification ni vergogne, c'est en quelque sorte valoriser, voire vénérer, aveuglément et en vain, le vocabulaire vernaculaire de nos valeureux voisins, en violant le nôtre. Vous voyez? Votons donc, si vous le voulez, pour un via viable et visible, mais vide de vice.

PROBLÈME D'HUMIDITÉ?



THERMOPOMPE ET CLIMATISATION

- maison trop humide?
- buée et givre dans les fenêtres?
- cadrages abîmés?
- mauvaises odeurs?

spécialité: TOITS PLATS, duplex, triplex, etc.

SYSTÈMES DE VENTILATION À GRAVITÉ ET MOTORISÉS

MULTI VENTILATION Inc. 5872, rue BORDEAUX 272-0080

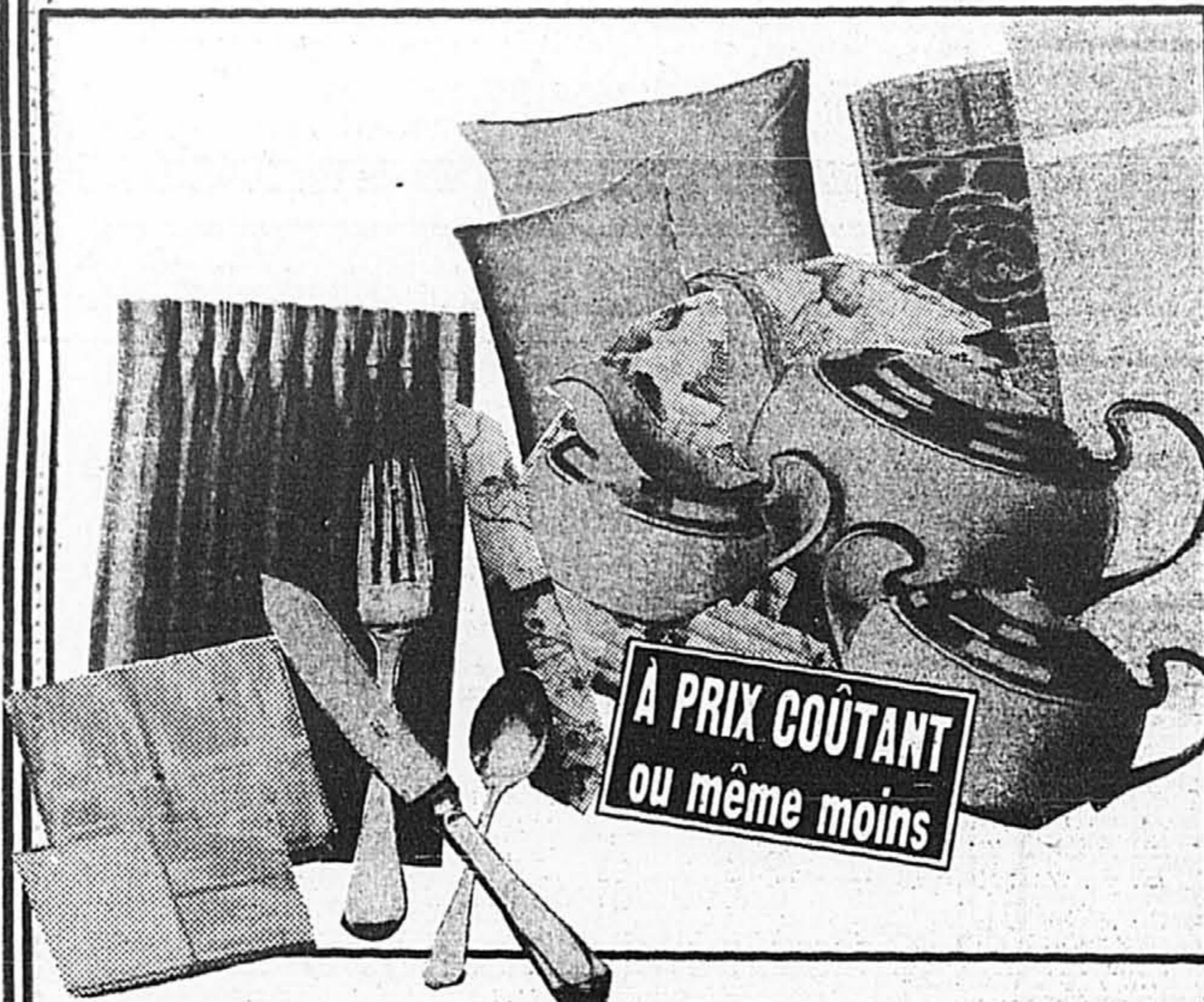


LINEN CHEST

Boutique & Magasin à rayons

SOLDE D'ENTREPÔT

ACHETEZ DES ARTICLES DE MARQUES RÉPUTÉES ET DE QUALITÉ AU PRIX COÛTANT OU MOINS À L'ENTREPÔT LINEN CHEST

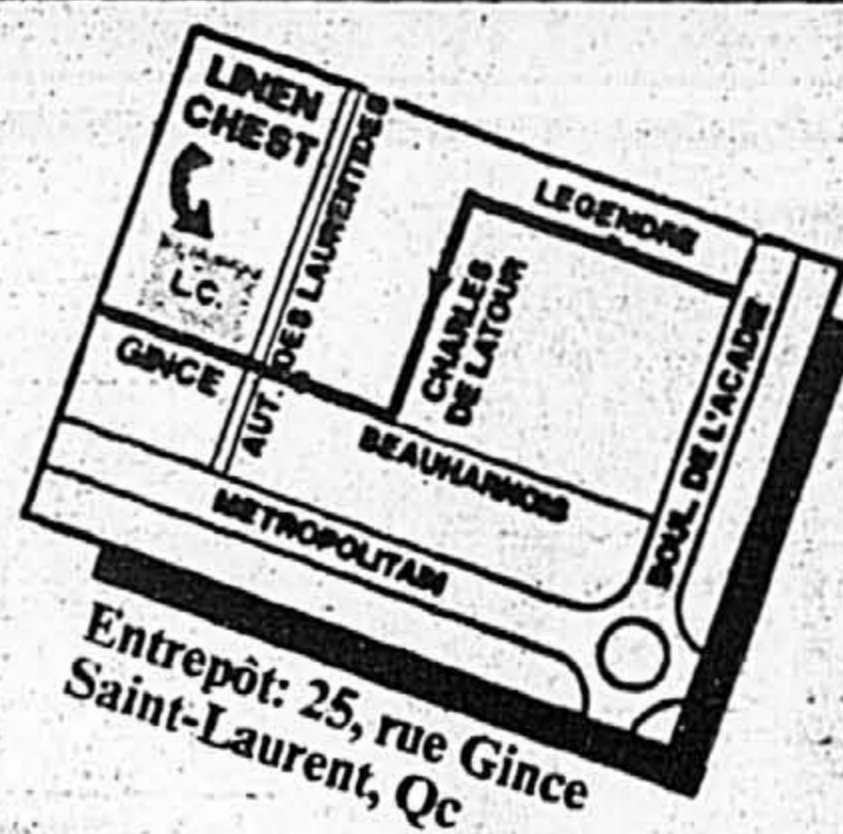


À PRIX COÛTANT ou même moins

Offre exceptionnelle, qui n'arrive qu'une fois étant donné que nous avons besoin de faire de la place pour notre toute nouvelle collection. Articles de qualité et de marques réputées offertes au prix coûtant ou moins.

Ne manquez pas cette occasion de vous faire ou de faire un cadeau à bon prix.

DERNIÈRE SEMAINE



- ARTICLES:
- Porcelaine • Cristal • Articles-cadeaux • Draps • Douillettes • Dessus de lit • Oreillers • Tentures • Stores • Tissus couturier • Nappes • Tête de lit en laiton • Couvertures • Duvets • Etc.

MARQUES RÉPUTÉES

- Mikasa • Limoges • Hutschenreuther • Villeroy & Boch • Zwiesel • Oneida • Rogers Bros. • Heritage Sterling • JP Stevens • Marimekko • Cannon • Fieldcrest • Etc.

Heures d'ouverture: lundi, mardi, mercredi de 9 h 30 à 18 h - jeudi et vendredi de 9 h 30 à 21 h - samedi de 9 h à 17 h.

Coleman: La qualité et l'efficacité à leur place.

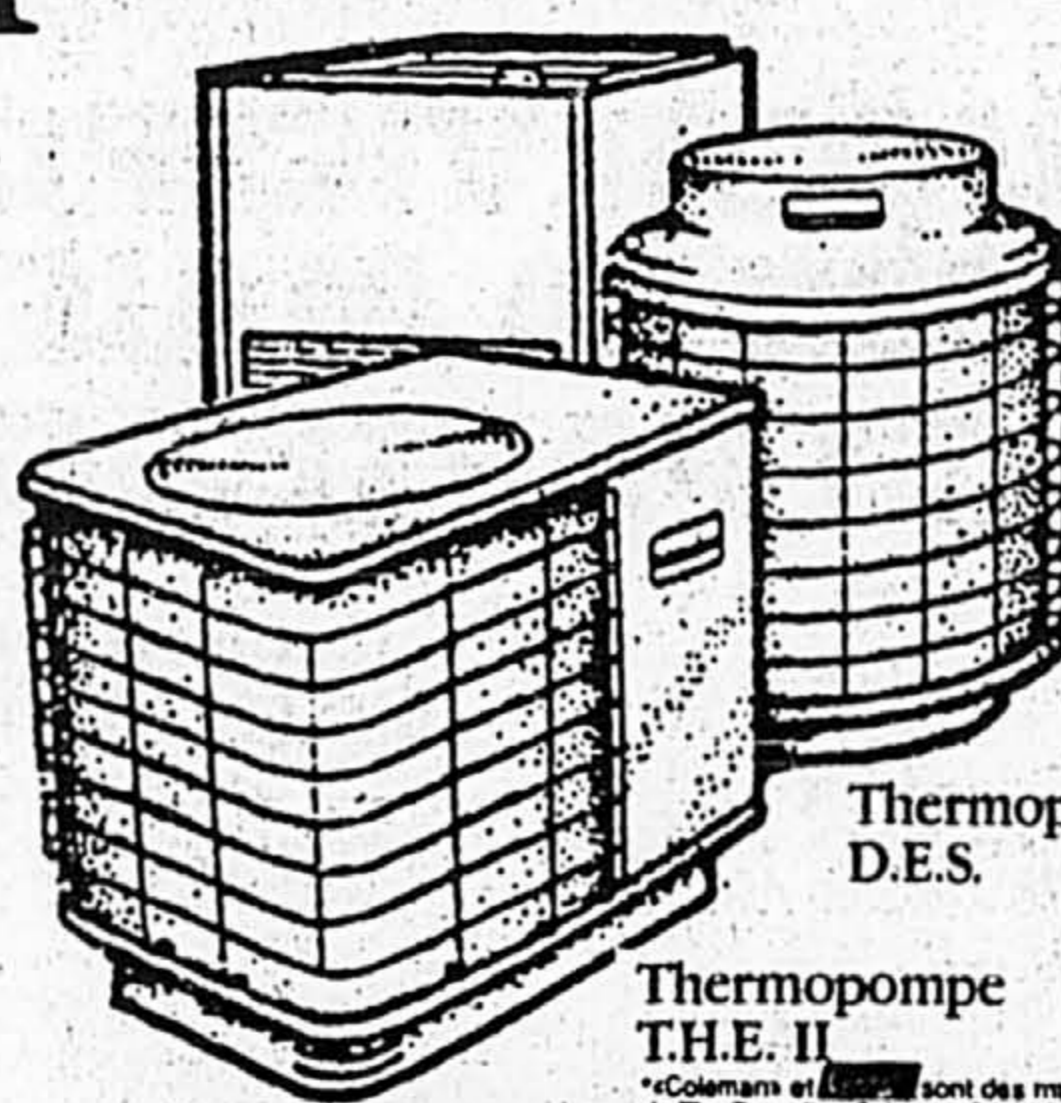
La T.H.E. II (Thermopompe de Haute Efficacité) est la meilleure des thermopompes offertes sur le marché. Sa qualité efficace et son coût d'entretien modique entraînent le prix de revient le plus bas auquel puisse aspirer le propriétaire. En hiver, la thermopompe T.H.E. II utilise l'énergie solaire gratuite pour réduire les notes d'électricité et parfois même les notes des combustibles fossiles... tout dépend du prix du combustible et du climat.

Coleman... synonyme de **QUALITÉ** depuis toujours, pour toujours!

En été, la thermopompe T.H.E. II ultra-efficace climatise le foyer pour que vous viviez plus confortablement. La thermopompe chauffe votre maison en hiver et la climatise en été... impeccablement... efficacement et inlassablement!

Nous vous montrerons volontiers les différences qui existent entre la thermopompe T.H.E. II et les modèles de la concurrence. D'une qualité hors du commun, vous trouverez difficile de vous contenter d'une thermopompe autre qu'une T.H.E. II de Coleman, la seule qui, à l'année longue, procure l'économie et l'efficacité que vous désirez.

Ken Case, EVCON Supply Inc., Montréal, QC (514) 331-8965.



Thermopompe T.H.E. II



CHAUFFAGE ET CLIMATISATION

*«Coleman» et «Coleman» sont des marques déposées de The Canadian Coleman Co. Ltd. qui sont utilisées sous licence.

- | | | | | | | | | |
|--------------|----------|-----------|-------------|----------|----------|--------------|----------|----------------|
| BOUCHERVILLE | LAVAL | MASCOUCHE | WEST ISLAND | BELOEIL | QUÉBEC | ST-HYACINTHE | NULL | DEUX-MONTAGNES |
| 449-3066 | 254-9388 | 477-0302 | 685-3388 | 464-2188 | 522-1226 | 464-7332 | 778-1313 | 473-4012 |

Les camionneurs indépendants menacent de paralyser le transport des marchandises

MARTIN PELCHAT

L'Association des propriétaires de camions-remorques indépendants du Québec a eu du mal hier à contenir l'ardeur de plusieurs de ses membres, qui entendent paralyser le transport de marchandises sur les routes à compter du 19 mai si Québec ne donne pas suite à leurs revendications.

Le président de l'APCRIQ, Richard Miller, en a eu plein les bras au cours d'une réunion convoquée en matinée à Laval par les plus impatients des propriétaires, qui voulaient passer immédiatement de la parole aux actes.

Mais le président a donné sa parole au ministre des Transports du Québec, Sam Elkas: l'Association ne recommandera aucun geste d'éclat avant le 15 mai. L'APCRIQ regroupe 700 des 3 000 propriétaires de camions indépendants du Québec.

D'ici le 15 mai, le ministre devra cependant indiquer aux camionneurs indépendants quelle suite il donnera aux quatre revendications principales de l'Associa-

tion, dont les membres craignent pour la survie de leurs opérations dans le contexte de la déréglementation du transport routier.

« À partir du 15 mai, si le gouvernement ne répond pas favorablement à nos revendications, nous devons nous manifester », a affirmé M. Miller, qui parle d'un probable arrêt de travail.

À la tête d'un groupe exaspéré par la lenteur de Québec à assurer la compétitivité des propriétaires québécois vis-à-vis les camionneurs américains et des autres provinces canadiennes, Robert Dumoulin préconisait une action rapide.

Des 120 propriétaires qui se sont présentés hier matin à l'assemblée de Laval, plusieurs étaient prêts à agir, dit-il. Ils ont finalement accepté de donner une dernière chance au président Miller.

« D'ici le 19 mai, si nous n'avons pas de nouvelles de l'Association, il y aura un débrayage général », dit M. Dumoulin. Les gars sont chauffés à bloc.

Pierre Miller comprend cependant ses collègues. La déréglementation n'a fait qu'augmenter la dépendance des « indépendants » par rapport aux gros transporteurs, dit-il.

Peu surveillés, les camionneurs des territoires voisins ont envahi le Québec et livré aux indépendants une compétition inégale, dit-il. « Mais je suis obligé de calmer mon monde, j'ai donné ma parole au ministre », lance M. Miller.

Acquérir un camion-remorque représente un investissement de 100 000 \$, dit Robert Dumoulin. « De plus en plus les gens parlent de leur peur de perdre leur camion, poursuit-il. De 60 à 70% des gars ont de la difficulté à arriver. »

M. Dumoulin et ses collègues attendent plus de 400 camionneurs le 19 mai. En plaçant une vingtaine de camions à chaque point d'entrée au Québec le long de la frontière américaine et des limites de l'Ontario, ils s'estiment en mesure de bloquer tous les camions.

« Les grandes chaînes d'alimen-

tation ne recevront plus leurs produits de l'Ouest et du Midwest », explique M. Dumoulin. Après deux jours, l'économie du Québec va s'en ressentir.

Pas question cependant de bloquer la voie aux véhicules de promenade ou d'urgence, dit-il. « Pas de grève sauvage. »

M. Dumoulin et ses collègues

appuient les revendications de l'Association, qui exige d'abord un meilleur contrôle routier, par le biais d'une escouade spéciale chargée de veiller à ce que les camionneurs américains et des au-

tres provinces du Canada opèrent ici en toute conformité avec les normes et règlements de la Régie de l'assurance automobile du Québec, du ministère du Revenu et autres organismes.

SUPER VENTE DE MAISONS MODELES

10 maisons de qualité DOIVENT ÊTRE VENDUES la plupart avec garage et sous-sol fini.

PRIX RÉGULIER à compter de **119 245\$ à 176 840\$** avec nombreux suppléments

AUCUNE OFFRE RAISONNABLE NE SERA REFUSÉE

CHATEAUGUAY SAINT-CONSTANT **691-8922** MME MARQUIS

WILDWOOD ET JARDINS SAINT-CONSTANT

INTERET GARANTI 93/4%

le Shower Massage

TELEDYNE WATER PIK®

JE CONSOMME BEAUCOUP MOINS!

15\$ DE REMBOURSEMENT PAR LA POSTE

RECOMMANDÉ PAR Hydro-Québec

SM-22 SM-33

ACTUELLEMENT EN PROMOTION

LAMBERT QUINCAILLERIE

STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE • MÉTRO BEAUBIEN

6524, PLAZA SAINT-HUBERT, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2S 2M3

Tél.: (514) 274-3521 FAX: (514) 274-3877

portes & fenêtres VERDUN inc.

NOUVEAU! NOUVEAU! NOUVEAU! en stock

CABINET MODULAIRE BLANC

FAITES-LE VOUS-MÊME ET ÉCONOMISEZ

Payez et emportez

CUISINE

A: GM15	\$181 ⁹⁹	H: H33	\$95 ⁹⁹
B: H3315	\$63 ⁹⁹	I: B15	\$77 ⁹⁹
C: H15	\$57 ⁹⁹	J: BCA3636	\$146 ⁹⁹
D: H3018	\$67 ⁹⁹	K: BT18	\$154 ⁹⁹
E: H12	\$50 ⁹⁹	L: B30	\$113 ⁹⁹
F: CMD24	\$109 ⁹⁹	M: B12	\$71 ⁹⁹
G: H30	\$89 ⁹⁹		

Cabinet seulement, côté fini, mélamine 5%

EASY GARANTIE 20 ANS

FENÊTRES À GUILLOTINE

Aluminium SUPER ROBUSTE Boite 7": fin émaillé blanc

36x60 \$249

36x72 \$269

Aluminium

FENÊTRES COULISSANTES

Cadre 7": émaillé blanc, en inventaire SUPER ROBUSTE

3x2	\$139
4x3	\$179
5x4	\$225

Garantie 20 ANS

Heures d'ouverture:
Lun. mar. mer.: de 9h30 à 5h30 p.m.
Judi: de 9h30 à 8h p.m.
Vendredi: de 9h30 à 6h p.m.
Samedi: de 9h30 à 5h p.m.
Fermé entre midi et 1h p.m. sur semaine.

ECONOMISEZ, PAYEZ ET EMORTEZ!

Prix en vigueur jusqu'au 30 avril 1990

VERDUN 3032, boul. Lasalle 769-1725

MONTRÉAL 2269, St-Clément 255-6868

VERDUN 4281, rue Verdun 761-7895

ST-BASILE 139, boul. Laurier rte 116 653-2265

LAVAL 4525, boul. Samson 681-1547

VERDUN 925, rue Hickson 762-3517



PHOTO PIERRE McCANN, La Presse
Pierre Millaire, de l'Association des camionneurs

POUR LA Fête des Mères

- PRODUITS CORPORELS: **5\$** et plus
- PANIERS DÉCORATIFS: **10\$** et plus
- PEIGNOIRS EXCLUSIFS: **135\$** et plus

PARFUMEUSE de collection numérotée **185\$**

POUR OFFRIR UN CADEAU OU DÉCORER VOTRE SALLE D'EAU

LA BRUJA

1126, av. Laurier ouest, Outremont
Tél.: 278-1804

Attirez l'amour de vos rêves!

Recevez-vous l'amour désiré maintenant?

James W. Tyler, B.A. ps., dEd

Stratégie des résultats

(514) 273-0767

VENTE REMUE MÉNAGE DU PRINTEMPS

#1 SERVICE DE L'ASPIRATEUR AU CANADA

• RÉPARATIONS • PIÈCES • SACS • ESTIMATIONS GRATUITES • LIVRAISON • APPAREILS NEUFS ET RECYCLÉS DE TOUTES MARQUES.

RABAIS 155\$ RABAIS 80\$ RABAIS 10\$

HOOVER DIMENSION 1000 Modèle S3491

CLASSÉ MEILLEUR ACHAT

Ord.: 639,95\$
Spécial **499,95\$** avec échange **484,95\$**

HOOVER Aspirateur balai convertible Modèle 4433

Ord.: 289,95\$
229,95\$ Spéc. avec échange **209,95\$**

DUBL-DUTY eau, poussière Modèle A1105

Ord. 54,95\$
Spéc.: **44,95\$**

RABAIS 45\$ RABAIS 50\$ RABAIS 117\$

HOOVER Aspirateur balai Elite 300 Modèle U4469

Ord.: 169,95\$
Spécial **139,95\$** avec échange **124,95\$**

HOOVER Aspirateur chariot à succion Modèle S3461

Ord.: 259,95\$
229,95\$ SPÉCIAL AVEC ÉCHANGE **209,95\$**

HOOVER Aspirateur chariot Brosse quadraflex Modèle 50e Modèle S3455

Ord.: 416,95\$
319,95\$ Spécial avec échange **299,95\$**

RABAIS 118\$ RABAIS 170\$

HOOVER central 12,3 amp. avec brosse turbo Modèle 5567

Ord.: 618,90\$
Spécial **499,95\$**

HOOVER central 13,7 amp. avec brosse quadraflex Poignée avec interrupteur Modèle 5569

Ord.: 869,95\$
Spécial **699,95\$**

L'INDUSTRIE DE LA MODE EST EN DIFFICULTÉ!

DE RETOUR À LA DEMANDE GÉNÉRALE

PROFITEZ-EN!

OUBLIEZ LES PRIX DU GROSSISTE, RUE CHABANEL DÉCOUVREZ LES PRIX DU FABRICANT À L'ENTREPÔT

À L'OCCASION DE LA FÊTE DES MÈRES À VOUS LE PREMIER CHOIX SUR

LES COLLECTIONS DU PRINTEMPS 90! MESDAMES, ÉCONOMISEZ

JUSQU'À **60%** sur plusieurs grandes marques

MODE EN DIRECT

400, boul. de Maisonneuve ouest (coin rue de Bleury) Local 1210

Du lundi au mercredi: de 9 h 30 à 18 h
Les jeudi et vendredi: de 9 h 30 à 19 h 30
Le samedi: de 9 h 30 à 17 h

PLACE DES-ARTS

TAILLES: 4 à 14 ans
QUANTITÉS LIMITÉES
STATIONNEMENT GRATUIT AVEC ACHAT MINIMUM

TOUT DOIT ÊTRE VENDU

ÉCHANGEZ VOTRE VIEIL ASPIRATEUR ET OBTENEZ DES \$ \$ \$

LA MAISON DE L'ASPIRATEUR

5778, boul. St-Laurent, Montréal 273-2821

1160, boul. des Laurentides, Laval 667-3750

787, boul. Taschereau, Galeries Taschereau 466-6932

151A, Cartier, Pointe-Claire 697-8481

J'ÉTAIS MALHEUREUSE INTÉRIEUREMENT

EN REMPLAÇANT SEULEMENT UN REPAS PAR JOUR AVEC NUTRI-DIÈTE ET NUTRI BAR, J'AI PERDU 90 LIVRES EN 18 MOIS, SOIT À PEINE 1.2 LIVRES PAR SEMAINE. J'AI MAIGRI EN SANTÉ ET J'EN SUIS HEUREUSE.

LE FAIT D'ÊTRE GROSSE ME RENDAIT INCONFORTABLE ET MALHEUREUSE INTÉRIEUREMENT, C'ÉTAIT L'ENFER. DEPUIS QUE J'AI PERDU CE SURPLUS DE GRAISSE, J'AI MAINTENANT CONFIANCE EN MES MOYENS.

LE FAIT D'ÊTRE GROSSE M'AVAIT ENLEVÉ TOUTE CONFIANCE EN MOI

Lorsqu'on mesure 5'5" et qu'on pèse 264 livres, il est difficile de se sentir bien dans sa peau. Mon poids me rendait inconfortable, mais c'est surtout sur le plan émotionnel que j'étais affectée. Ça me rendait malheureuse intérieurement. J'étais déçue d'avoir atteint un poids si élevé. J'avais perdu toute confiance en moi. Il me semblait que je ne réussirais jamais à m'en sortir. Plus je pensais de cette façon, plus j'engraisais. C'était comme un cercle vicieux, en d'autres mots l'enfer. Personne autour de moi ne pensait si malheureuse, je le cachais. Les gens me voyaient sûrement grasse mais ne m'en parlaient pas. Puis, je me suis vue sur une photographie. Ça m'a donné un choc et le courage de commencer une diète.

J'AI ESSAYÉ PLUSIEURS RÉGIMES SANS JAMAIS OBTENIR DE RÉSULTAT

Lorsque j'ai décidé de me mettre au régime, j'étais très motivée. Je voulais perdre du poids rapidement. Le régime le plus efficace, à mon avis, pour une perte de poids rapide était celui aux protéines liquides. Malgré tout mon bon vouloir j'avais toujours l'impression d'avoir l'estomac vide. Tous les sacrifices que je m'imposais, ne m'aidaient même pas à perdre du poids. Espérant avoir plus de résultat avec un autre régime, j'ai joint

un groupe d'amaigrissement. Les menus étaient peut-être intéressants mais le fait de peser et mesurer les aliments à chaque repas était pour moi une vraie corvée. De plus, même si plusieurs personnes trouvaient cela motivant, je n'aimais pas particulièrement les rencontres hebdomadaires.

POUR PERDRE DU POIDS, J'AI DÉCIDÉ D'UTILISER LES POUNDINGS NUTRI-DIÈTE ET LA TABLETTE NUTRI BAR

Après avoir vu à la télévision les réclames pour NUTRI-DIÈTE et NUTRI BAR, cela m'a inspiré confiance. J'ai décidé de suivre cette méthode. J'ai utilisé les poudings NUTRI-DIÈTE. Ils sont tellement simples à préparer. Il suffit d'ajouter un peu de lait, de brasser et le tour est joué. Le résultat: un repas qui a très bon goût et qui comble vraiment la faim. Quand je suis pressée, je préfère NUTRI BAR, parce que je n'ai rien à préparer, je n'ai qu'à savourer.

EN REMPLAÇANT MON SOUPER PAR NUTRI BAR OU PAR UN POUNDING NUTRI-DIÈTE, J'AI RÉUSSI À PERDRE DU POIDS D'UNE FAÇON CONSTANTE SANS JAMAIS ME SENTIR ÉPUISÉE

Dès le départ, j'ai aimé le goût de NUTRI-DIÈTE et NUTRI BAR. C'est très important de manger quelque chose de bon lorsqu'on suit un régime amaigrissant. Il ne faut pas se sentir frustré. J'avais enfin trouvé une méthode qui comblait toutes mes attentes. En quelques jours à peine, j'ai été emballée des résultats, car enfin je réussissais à perdre du poids, alors qu'avec les autres diètes, en plus de ne pas obtenir les résultats escomptés, je me sentais souvent épuisée. Jamais je ne m'étais sentie aussi bien qu'en employant les produits NUTRI-DIÈTE et NUTRI BAR. Tout au long de

ma période d'amaigrissement, ma perte de poids a été constante. Si bien qu'après un an et six mois j'avais perdu 90 livres, soit un peu plus d'une livre par semaine.

J'AI CORRIGÉ LA FAÇON DE M'ALIMENTER ET JE FAIS DE LA MARCHÉ

Moi qui aimais les fritures et les sauces, j'ai dû apprendre à m'en passer. J'ai compris que les aliments gras et les sauces riches et grasses favorisent l'accumulation de graisse au ventre, aux hanches, etc. J'ai appris à aimer les aliments bons pour la santé, notamment les légumes et les fruits, et à ne plus consommer de fast-food, car ce sont ces aliments qui m'avaient fait engraisser. Il est certain que le comportement alimentaire ne s'acquiert pas en un seul jour. Il faut du temps. Mais une fois que les bonnes habitudes sont prises, il est plus facile de les maintenir, et j'ai la ferme intention que ce soit pour toujours. Suite à ces changements ma digestion s'est améliorée. N'étant pas une grande sportive, mais connaissant les bienfaits de l'exercice lors d'un régime amaigrissant, je me suis conditionnée à pratiquer la marche. Je suis très heureuse de cette nouvelle habitude car je me sens tellement mieux.

MOI QUI HABILLAIS 24 1/2 ANS, JE PORTE MAINTENANT 14 ANS ET J'ENTENDS BIEN CONTINUER

Les résultats sont là: j'habille maintenant 14 ans. Je peux porter tous les vêtements que j'aime. C'est incroyable le choix de vêtements qui nous est offert lorsque l'on est mince. Et dire qu'il y a un peu plus d'un an et demi, je ne pensais jamais que je pourrais un jour suivre la mode et porter les vêtements de mon choix. Aujourd'hui grâce à NUTRI-DIÈTE et NUTRI BAR, j'ai réalisé le plus grand rêve de ma vie, soit suivre la mode et être bien dans ma peau.

JE CONTINUE TOUJOURS À PRENDRE NUTRI-DIÈTE ET NUTRI BAR POUR PERDRE LE POIDS QUE J'AI ENCORE EN TROP

Afin de continuer ma diète, pour perdre encore au moins 40 livres que j'ai toujours en trop, je remplace un repas par jour par un substitut de NUTRI-DIÈTE ou NUTRI BAR. Quand j'ai des fringales entre les repas, je prends la moitié d'une tablette NUTRI BAR et je calme ainsi mes fringales.

JE SUIS UNE NOUVELLE FEMME ET CELA JE LE DOIS À NUTRI-DIÈTE ET À NUTRI BAR

C'est extraordinaire comme la perte de poids peut modifier le caractère d'une personne. Pour moi, c'est une délivrance. Depuis que je me suis débarrassée de ce surplus de graisse qui m'entourait, j'entrevois la vie différemment. J'ai maintenant confiance en mes moyens. Je suis plus déterminée. Ce fut une transformation totale dans ma vie psychologique et sociale. Je travaille dans un hôpital et je suis maintenant beaucoup plus ouverte qu'avant aux gens qui m'entourent. J'ai eu plusieurs bonnes remarques sur ma perte graduelle de poids.

LES PRODUITS NUTRI-DIÈTE ET NUTRI BAR SONT ADAPTÉS AUX BESOINS D'AUJOURD'HUI

Les résultats sont là pour le prouver. NUTRI-DIÈTE et NUTRI BAR sont faits pour les gens d'aujourd'hui. Ils sont simples à préparer et délicieux au goût. Merci à NUTRI-DIÈTE et à NUTRI BAR.

Mme Nicole Boucher, Ville d'Anjou

REMPLECE UN REPAS COMPLET



Avant 264 livres

TÉMOIGNAGE ASSERMENTÉ DEVANT UN JUGE DE PAIX

Le présent témoignage, comme tous les autres que nous publions, a été assermenté devant un juge de paix. La personne qui le signe atteste donc, sous serment, que ce dernier est en tout point conforme à la vérité.

Après 174 livres

TÉMOIGNAGE «VÉRITÉ»

CES PHOTOS SONT-ELLES VÉRIDIQUES?

Certaines personnes ont de la difficulté à croire que les photos "avant et après" que nous publions, sont véridiques. La transformation est souvent tellement marquée qu'on peut comprendre cette attitude. En fait, lorsqu'une personne perd 90 livres, il est bien évident que le changement corporel qui se produit est considérable. Mais lorsqu'on se donne la peine de bien regarder les photos, on peut se rendre compte qu'il s'agit bel et bien de la même personne, même si celle-ci est coiffée ou maquillée différemment parce qu'elle a le goût de le faire.

UN EXAMEN MÉDICAL CONFIRME QUE LA MÉTHODE NUTRI-DIÈTE ET NUTRI BAR M'A PERMIS DE MAIGRIER EN SANTÉ

Après avoir perdu du poids, j'ai pris rendez-vous avec mon médecin pour subir un examen médical. L'examen a démontré que je suis en très bonne santé. Cela ne m'a pas surpris, je me sens tellement bien après avoir maigri.